Envoi gratuit à tous les secrétaires de sections, à tous les secrétaires et militants fédéraux et aux membres des organismes centraux.

BULLETIN INTÉRIEUR
DU PARTI SOCIALISTE (S.F.I.O.)

Le B. I. rend compte de l'activité du Parti, fournit des arguments et des documents aux militants. Il ne doit pas être communiqué à des étrangers au Parti.

N° 16 — 10 Août 1946

Rédaction : 12, Cité Malesherbes, Paris

Adresser les abonnements pour le « Bulletin Intérieur » à Paul Vèze, 12, Cité Malesherbes, Paris (9e)
Compte chèque postal Paris 5350-70 — et non plus à Victor Provo, comme indiqué précédemment

SOMMAIRE

Conseil National du 24 Juillet 1946 1
Détail des votes émis par les Fédérations. 2
Journée d'Études Agricoles du 30 Juin 1946 4
Rectification de votes 16

CONSEIL NATIONAL
DU 24 JUILLET 1946

Ce Conseil National convoqué par le Comité directeur pour examiner la question de la loi électorale, que l'Asemblée Constituante avait décidé d'inscrire à son ordre du jour, siégea au Palais de la Mutualité à Paris. Il tint deux séances : la première présidée par Rincent (Aube), assisté d'Escande (Saône-et-Loire) et Arrès-Lapoque (Lot-et-Garonne) ; la seconde sous la présidence de Gaston Defferre (Bouches-du-Rhône), assisté de Cartier (Drôme) et de Lelec (Ardennes).

Après avoir entendu un exposé de la question par Robert Verdier, secrétaire général adjoint du Parti, le Conseil National a [illegible] l'unanimité la motion préjudicielle suivante, [illegible]e par la Fédération de la Dordogne :

Les décisions que le Conseil National est appelé à prendre en ce qui concerne la loi électorale ne deviendront la règle du Parti que si la question vient en discussion devant l'Assemblée Constituante avant le Congrès.

Dans le cas contraire, la loi électorale restera à l'ordre du jour du Congrès National.

La discussion générale s'engagea ensuite sur les divers modes de scrutin en présence, et se poursuivit au cours de la journée.

Après la clôture des débats, le Conseil National se prononça par mandats sur les points controversés.

Il se prononça sur le principe de la représentation proportionnelle (proposition Daniel Mayer) par 2.862 mandats pour, 1.450 contre, 50 abstentions et 123 mandats de fédérations absentes au moment du vote.

Sur les modalités d'application de la représentation proportionnelle, il se prononça par 2.567 mandats pour le scrutin de liste contre 1.655 mandats en faveur du scrutin uninominal, 70 abstentions et 193 mandats de fédérations absentes au moment du vote.

Il rejeta ensuite le système de la liste bloquée par 3.521 mandats contre 846, 5 abstentions et 113 absents.

Il rejeta également le panachage par 2.813 mandats contre 1.467, 92 abstentions et 113 absents.

Par contre, il adopta le vote préférentiel par 3.083 mandats contre 1.206, 35 abstentions et 161 absents.

Il se prononça enfin pour l'utilisation des restes sur le plan national par 3.243 mandats contre 597 mandats en faveur du partage des restes : (deux tiers au quotient par le système de la plus forte moyenne et un tiers sur le plan national), 224 abstentions et 421 absents.

Le Conseil National adopta ensuite à mains levées et à l'unanimité l'ordre du jour ci-dessous résumant ces différents votes :

Le Conseil National réaffirme l'attachement du Parti Socialiste au principe de la R. P. intégrale, juste et loyale, avec utilisation des restes sur le plan national.

Il estime que celle-ci exclut le panachage, qui fait prédominer le choix entre des personnes sur le choix entre des principes.

Il reconnaît le droit à l'électeur votant pour un parti de marquer ses préférences pour tel ou tel candidat et se prononce en conséquence pour le scrutin de liste avec R. P. et vote préférentiel.

LA DEFENSE DE L'ECOLE LAIQUE

Sur la proposition de Payen (Alpes-Maritimes), appuyée par Minjoz (Doubs), le Conseil National a adopté à l'unanimité et par acclamations l'ordre du jour suivant de félicitations à Marcel-Edmond Naegelen :

Le Conseil National félicite M.-E. Naegelen pour son action en faveur de l'Ecole laïque, se déclare solidaire de ses efforts en vue du reclassement indispensable de la fonction enseignante.

Fait confiance au ministre socialiste pour l'appuyer et pour obtenir le plus rapidement possible un résultat satisfaisant.

LA QUESTION DES SALAIRES

A la demande du Conseil National, Jules Moch, ministre des Travaux publics, fit, devant les délégués, un rapide exposé sur l'état de la discussion entre les organisations syndicales et le gouvernement au sujet des salaires et des prix.

Après s'être livré à un rapide historique des pourparlers, il indiqua quelle attitude avaient prise et continueraient à prendre les ministres socialistes, en liaison avec le groupe parlementaire du Parti, pour qu'il soit donné satisfaction au maximum aux justes revendications des travailleurs.

VŒUX A VINCENT-AURIOL

Le Conseil National adopta par acclamations l'adresse suivante à Vincent Auriol :

Le Conseil National du Parti Socialiste, réuni au Palais de la Mutualité, le 24 juillet 1946, exprime à Vincent Auriol, président de l'Assemblée Nationale Constituante, à l'occasion de l'intervention chirurgicale qu'il vient de subir, ses vœux de prompte guérison et l'assure en cette circonstance de la sympathie fraternelle du Pays tout entier.

Détail des votes émis par les Fédérations

VOTE SUR LE PRINCIPE DE LA REPRESENTATION PROPORTIONNELLE (proposition de Daniel Mayer).

Ont voté pour :

Ain 22, Aisne 28, Alger 21, Allier 43, Alpes-Maritimes 46, Ardèche 15, Ardennes 18, Ariège 42, Aveyron 30, Bouches-du-Rhône 177, Calvados 17, Cantal 22, Charente-Maritime 45, Cher 22, Corse 19, Côte-d'Or 28, Côtes-du-Nord 38, Creuse 31, Dordogne 76, Doubs 31, Drôme 21, Eure 23, Eure-et-Loir, 25, Finistère 50, Haute-Garonne 56, Hérault 64, Ille-et-Vilaine, 24, Indre 15, Indre-et-Loire 36, Isère 80, Jura 14, Guadeloupe 5, Loir-et-Cher 32, Loire 39, Haute-Loire 12, Loire-Inférieure 37, Loiret 22, Lot 6, Lot-et-Garonne 28, Lozère 8, Maine-et-Loire 22, Manche 17, Marne 28, Haute-Marne 11, Mayenne 10, Meurthe-et-Moselle 43, Meuse 7, Morbihan 20, Moselle 9, Nord 122, Oise, 38, Orne 6, Pas-de-Calais 234, Basses-Pyrénées 31, Hautes-Pyrénées 17, Pyrénées-Orientales 40, Bas-Rhin 23, Haut-Rhin 25, Belfort 10, Rhône 41, Haute-Saône 7, Saône-et-Loire 47, Seine 203, Seine-Inférieure 46, Seine-et-Marne 33, Seine-et-Oise 166, Deux-Sèvres 28, Somme 1, Tarn 38, Tarn-et-Garonne 9, Tunisie 17, Var 51, Vaucluse 1, Vendée 24, Vienne 18, Vosges 18, Yonne 19.

Ont voté contre :

Aisne 28, Allier 20, Basses-Alpes 26, Hautes-Alpes 6, Ardèche 2, Ardennes 14, Ariège 1, Aude 78, Cher 1, Corse 3, Côtes-du-Nord 3, Drôme 6, Haute-Garonne 26, Gard 99, Gers 34, Gironde 130, Hérault 25, Indre 35, Indre-et-Loire 8, Jura 7, Landes 86, Loir-et-Cher 3, Lot 15, Lot-et-Garonne 3, Lozère 2, Marne 7, Meuse 4, Nièvre 19, Nord 184, Oise 2, Pas-de-Calais 75, Puy-de-Dôme 87, Hautes-Pyrénées 10, Pyrénées-Orientales 12, Haut-Rhin Belfort 6, Haute-Saône 4, Sarthe 47, Savoie 26, Haute-Savoie 32, Seine 13, Somme 80, Tarn 14, Tarn-et-Garonne 12, Var 30, Vaucluse 46, Haute-Vienne 76, Vosges 3.

Abstentions :

Côte-d'Or 3, Nord 21, Sénégal 26.

Absents :

Charente 21, Constantine 31, Corrèze 24, Maroc 10, Oran 37.

VOTE SUR LA REPRESENTATION PROPORTIONNELLE (scrutin de liste ou scrutin uninominal).

Ont voté pour le scrutin de liste :

Ain 14, Aisne 10, Hautes-Alpes 6, Alpes-Maritimes 46, Ardèche 17, Ardennes 18, Ariège 3, Aube 14, Aveyron 30, Bouches-du-Rhône 177, Calvados 17, Cantal 10, Charente 21, Charente-Maritime 45, Cher 8, Corse 17, Côte-d'Or 28, Côtes-du-Nord 33, Creuse 31, Dordogne 26, Doubs 31, Drôme 27, Eure 23, Eure-et-Loir 23, Finistère 50, Gard 99, Haute-Garonne 36, Hérault 70, Ille-et-Vilaine 24, Indre 15, Indre-et-Loire 36, Isère 20, Jura 7, La Guadeloupe 5, Loir-et-Cher 3, Loire 37, Loire-Inférieure 37, Loiret 22, Lot 6, Lot-et-Garonne 31, Lozère 10, Maine-et-Loire 22, Marne 28, Haute-Marne 11, Mayenne 10, Meurthe-et-Moselle 43, Meuse 7, Morbihan 20, Oise 38, Orne 6, Pas-de-Calais 234, Basses-Pyrénées 20, Hautes-Pyrénées 10, Pyrénées-Orientales 52, Bas-Rhin 23, Haut-Rhin 25, Haut-Rhin Belfort 16, Rhône 41, Haute-Saône 11, Saône-et-Loire 47, Sarthe 47, Seine 202, Seine-Inférieure 46, Seine-et-Marne 33, Seine-et-Oise 166, Somme 63, Tarn 6, Tarn-et-Garonne 5, Tunisie 17, Var 57, Vaucluse 1, Vendée 22, Vienne 18, Yonne 19.

Ont voté pour le scrutin uninominal :

Ain 8, Aisne 46, Basses-Alpes 26, Ardennes 14, Ariège 40, Aude 78, Cantal 12, Cher 15, Corse 5, Côtes-du-Nord 8, Dordogne 50, Eure-et-Loir 2, Haute-Garonne 46, Gers 34, Gironde 130, Hérault 19, Indre 35, Indre-et-Loire 8, Isère 60, Jura 14, Landes 85, Loir-et-Cher 32, Loire 2, Haute-Loire 12, Lot 15, Manche 17, Marne 7, Meuse 4, Moselle 9, Nièvre 19, Nord 327, Oise 2, Pas-de-Calais 75, Puy-de-Dôme 87, Basses-Pyrénées 11, Hautes-Pyrénées 17, Savoie 26, Haute-Savoie 32, Seine 14, Sénégal 26, Somme 18, Tarn 46, Tarn-et-Garonne 16, Var 24, Vendée 2, Haute-Vienne 76, Vosges 3.

Abstentions :

Alger 21, Côte-d'Or 3, Vaucluse 46.

Absents :

Allier 63, Constantine 31, Corrèze 24, Maroc 10, Oran 37, Deux-Sèvres 28.

VOTE POUR OU CONTRE A LISTE BLOQUEE

Ont voté pour :

Aisne 10, Ardennes 1, Ariège 33, Aube 14, Charente 3, Charente-Maritime 6, Corse 6, Côtes-du-

Nord 27, Creuse 15, Dordogne 76, Eure 23, Eure-et-Loir 4, Haute-Garonne 18, Hérault 9, Indre 15, Isère 2, La Guadeloupe 3, Loir-et-Cher 15, Loire 3, Loire-Inférieure 3, Lot 6, Lot-et-Garonne 8, Marne 5, Mayenne 5, Morbihan 20, Oise 15, Orne 3, Pas-de-Calais 219, Basses-Pyrénées 17, Haut-Rhin 25, Haut-Rhin Belfort 16, Haute-Saône 4, Seine 46, Seine-Inférieure 46, Deux-Sèvres 18, Somme 44, Tarn 21, Vendée 11, Vosges 18, Yonne 13.

Ont voté contre :

Ain 22, Aisne 46, Alger 21, Allier 63, Basses-Alpes 26, Hautes-Alpes 6, Alpes-Maritimes 46, Ardèche 17, Ardennes 31, Ariège 10, Aude 78, Aveyron 30, Bouches-du-Rhône 177, Calvados 17, Cantal 22, Charente 18, Charente-Maritime 39, Cher 23, Corse 16, Côte-d'Or 28, Côtes-du-Nord 14, Creuse 16, Doubs 31, Drôme 27, Eeure-et-Loir 21, Finistère 50, Gard 99, Haute-Garonne 64, Gers 34, Gironde 130, Hérault 80, Ille-et-Vilaine 24, Indre 35, Indre-et-Loire 44, Isère 78, Jura 21, La Guadeloupe 2, Landes 86, Loir-et-Cher 20, Loire 36, Haute-Loire 12, Loire-Inférieure 34, Loiret 22, Lot 15, Lot-et-Garonne 23, Lozère 10, Maine-et-Loire 22, Manche 17, Marne 30, Mayenne 5, Meurthe-et-Moselle 43, Meuse 11, Moselle 9, Nièvre 19, Nord 327, Oise 25, Orne 3, Pas-de-Calais 90, Puy-de-Dôme 87, Basses-Pyrénées 14, Hautes-Pyrénées 27, Pyrénées-Orientales 52, Bas-Rhin 23, Rhône 41, Haute-Saône 7, Saône-et-Loire 47, Sarthe 47, Savoie 26, Haute-Savoie 32, Seine 170, Seine-et-Marne 33, Seine-et-Oise 166, Sénégal 26, Deux-Sèvres 10, Somme 37, Tarn 31, Tarn-et-Garonne 21, Tunisie 17, Var 81, Vaucluse 47, Vendée 11, Vienne 18, Haute-Vienne 76, Vosges 3, Yonne 6.

Abstentions :

Côte-d'Or 3, Vendée 2.

Absents :

Constantine 31, Corrèze 24, Haute-Marne 11, Haute-Marne 10, Oran 37.

VOTE POUR OU CONTRE LE PANACHAGE

Ont voté pour :

Basses-Alpes 26, Hautes-Alpes 6, Ardennes 20, Aveyron 15, Bouches-du-Rhône 177, Calvados 15, Charente-Maritime 16, Corse 13, Côtes-du-Nord 5, Drôme 21, Eure-et-Loir 8, Finistère 50, Gard 99, Gironde 130, Hérault 10, Ille-et-Vilaine 14, Indre 25, Jura 5, Loire 27, Loire-Inférieure 34, Lot 15, Manche 17, Marne 7, Nord 306, Oise 8, Pas-de-Calais 5, Puy-de-Dôme 78, Basses-Pyrénées 1, Hautes-Pyrénées 20, Pyrénées-Orientales 52, Bas-Rhin 23, Savoie 20, Seine 15, Somme 30, Tarn-et-Garonne 3, Var 48, Vendée 7, Haute-Vienne 76, Vosges 1, Yonne 19.

Ont voté contre :

Ain 22, Aisne 56, Alger 21, Allier 63, Alpes-Maritimes 42, Ardèche 17, Ardennes 12, Ariège 43, Aube 14, Aude 78, Aveyron 15, Calvados 2, Cantal 22, Charente 21, Charente-Maritime 29, Cher 23, Corse 6, Côte-d'Or 28, Côtes-du-Nord 36, Creuse 31, Dordogne 76, Doubs 31, Drôme 6, Eure 23, Eure-et-Loir 17, Haute-Garonne 82, Hérault 70, Iille-et-Vilaine 10, Indre 25, Indre-et-Loire 44, Isère 80, Jura 16, La Guadeloupe 5, Landes 86, Loir-et-Cher 35, Loire 12, Haute-Loire 12, Loiret 22, Lot 6, Lot-et-Garonne 31, Lozère 10, Maine-et-Loire 22, Marne 28, Mayenne 10, Meurthe-et-Moselle 43, Meuse 11, Morbihan 20, Moselle 9, Nord 21, Oise 32, Orne 6, Pas-de-Calais 304, Puy-de-Dôme 9, Basses-Pyrénées 30, Hautes-Pyrénées 7, Haut-Rhin 25, Haut-Rhin (Belfort) 16, Rhône 41, Haute-Saône 11, Saône-et-Loire 47, Sarthe 47, Savoie 6, Haute-Savoie 32, Seine 201, Seine-Inférieure 46, Seine-et-Marne 33, Seine-et-Oise 166, Sénégal 26, Deux-Sèvres 28, Somme 51, Tarn 52, Tarn-et-Garonne 18, Tunisie 17, Var 33, Vaucluse 47, Vienne 18, Vosges 20.

Abstentions :

Alpes-Maritimes 4, Corse 3, Côte-d'Or 3, Gers 34, Gironde 9, Loire-Inférieure 3, Nièvre 19, Vendée 17.

Absents :

Constantine 31, Corrèze 24, Haute-Marne 11, Oran 37, Maroc 10.

VOTE POUR ou CONTRE LE VOTE PREFERENTIEL

Ont voté pour :

Ain 22, Aisne 46, Alger 21, Allier 63, Basses-Alpes 26, Hautes-Alpes 6, Alpes-Maritimes 38, Ardèche 17, Ardennes 11, Ariège 10, Aude 78, Aveyron 20, Bouches-du-Rhône 177, Calvados 2, Cantal 22, Charente 21, Charente-Maritime 39, Cher 23, Corse 6, Côte-d'Or 28, Côtes-du-Nord 14, Dordogne 76, Doubs 31, Drôme 27, Eeure-et-Loir 21, Finistère 50, Gard 99, Haute-Garonne 64, Gers 34, Gironde 130, Hérault 80, Ille-et-Vilaine 24, Indre 50, Indre-et-Loire 44, Isère 80, Jura 21, La Guadeloupe 5, Loir-et-Cher 35, Loire 7, Haute-Loire 12, Loire-Inférieure 34, Loiret 22, Lot 15, Lot-et-Garonne 23, Lozère 10, Maine-et-Loire 22, Marne 30, Haute-Marne 8, Mayenne 10, Meurthe-et-Moselle 43, Meuse 11, Morbihan 20, Moselle 9, Nièvre 19, Nord 21, Oise 20, Orne 6, Pas-de-Calais 90, Puy-de-Dôme 87, Basses-Pyrénées 30, Pyrénées-Orientales 16, Bas-Rhin 23, Rhône 41, Haute-Saône 7, Saône-et-Loire 47, Sarthe 47, Savoie 26, Seine 170, Seine-et-Marne 33, Seine-et-Oise 166, Sénégal 26, Deux-Sèvres 10, Somme 7, Tarn 52, Tarn-et-Garonne 21, Tunisie 17, Var 81, Vaucluse 47, Vendée 4, Vienne 18, Haute-Vienne 76, Vosges 3, Yonne 19.

Ont voté contre :

Aisne 10, Alpes-Maritimes 4, Ardennes 21, Ariège 33, Aube 14, Aveyron 10, Calvados 15, Charente-Inférieure 6, Corse 13, Côtes-du-Nord 27, Creuse 15, Eure 23, Eure-et-Loir 4, Haute-Garonne 18, Hérault 9, Landes, 86, Loire 32, Lot 6, Lot-et-Garonne 8, Marne 5, Haute-Marne 3, Nord 306, Oise 15, Pas-de-Calais 219, Basses-Pyrénées 1, Pyrénées-Orientales 36, Haut-Rhin 25, Haut-Rhin (Belfort) 16, Haute-Saône 4, Seine 46, Seine-Inférieure 46, Deux-Sèvres 18, Somme 74, Vendée 20, Vosges 18.

Abstentions :

Alpes-Maritimes 4, Corse 3, Côte-d'Or 3, Loire-Inférieure 3, Manche 17, Oise 5.

Absents :

Constantine 31, Corrèze 24, Maroc 10, Oran 37, Hautes-Pyrénées 27.

VOTE POUR L'UTILISATION DES RESTES SUR LE PLAN NATIONAL OU PAR PARTAGE

Ont voté pour l'utilisation des restes sur le plan national :

Ain 22, Aisne 56, Alger 21, Basses-Alpes 26, Hautes-Alpes 6, Alpes-Maritimes 46, Ardennes 20, Ariège 43,

Aube 14, Aude 78, Aveyron 30, Bouches-du-Rhône 177, Calvados 13, Cantal 22, Charente 21, Cher 23, Corse 17, Côte-d'Or 28, Côtes-du-Nord 41, Dordogne 38, Doubs 31, Drôme 27, Eure 23, Finistère 50, Gard 99, Haute-Garonne 60, Gers 34, Gironde 130, Hérault 50, Ille-et-Vilaine 24, Indre 50, Indre-et-Loire 44, Isère 80, Jura 21, La Guadeloupe 5, Landes 86, Loir-et-Cher 35, Loire 39, Haute-Loire 12, Loiret 22, Lot 21, Lot-et-Garonne 31, Lozère 5, Maine-et-Loire 22, Manche 17, Marne 5, Haute-Marne 11, Mayenne 10, Meurthe-et-Moselle 43, Meuse 11, Morbihan 10, Moselle 9, Nièvre 19, Oise 14, Oran 37, Orne 6, Pas-de-Calais 309, Puy-de-Dôme 87, Basses-Pyrénées 31, Bas-Rhin 23, Haut-Rhin 25, Haut-Rhin (Belfort) 16, Rhône 41, Haute-Saône 11, Saône-et-Loire 47, Sarthe 47, Savoie 26, Seine 216, Seine-et-Oise 166, Deux-Sèvres 18, Tarn 25, Var 81, Vendée 24, Vienne 18, Haute-Vienne 76, Vosges 21.

Ont voté pour le partage :

Ardennes 12, Calvados 4, Corse 5, Dordogne 38, Haute-Garonne 22, Hérault 39, Lozère 5, Marne 30, Morbihan 10, Nord 327, Oise 26, Seine-et-Marne 33, Tarn 27, Yonne 19.

Abstentions :

Côte-d'Or 31, Creuse 31, Pyrénées-Orientales 52, Deux-Sèvres 10, Somme 81, Vaucluse 47.

Absents :

Allier 63, Ardèche 17, Charente-Maritime 45, Constantine 31, Corrèze 24, Eure-et-Loir 25, Loire-Inférieure 37, Maroc 10, Hautes-Pyrénées 27, Haute-Savoie 32, Seine-Inférieure 46, Sénégal 26, Tarn-et-Garonne 21, Tunisie 17.

JOURNEE D'ETUDES AGRICOLES DU 30 JUIN 1946

Le Comité directeur du Parti a réuni, le 30 juin dernier, les responsables agricoles du Parti.

Soixante et une fédérations étaient représentées à cette réunion.

La séance est ouverte à dix heures, sous la présidence de Marcel Pouyet, député de l'Allier.

Après avoir souhaité la bienvenue aux délégués, le président donne aussitôt la parole à Daniel Mayer, secrétaire général.

Le secrétaire général du Parti déclare que sa présence a pour but d'associer le Parti tout entier à cette journée de travail des représentants des paysans.

Daniel Mayer indique que le Comité directeur et le Secrétariat général accueilleront favorablement toutes les observations et suggestions relatives à l'organisation de la propagande dans les milieux ruraux, et exprime le vœu de voir sortir de ces travaux des décisions sages au point de vue financier, et audacieuses au point de vue appel au dévouement des militants pour qu'elles puissent être mises immédiatement en application.

I. — ORGANISATION DE LA PROPAGANDE

La parole est ensuite donnée à Lamarque-Cando, député des Landes, chargé de faire le rapport sur l'organisation de la propagande.

Voici les principaux passages de ce rapport :

« Camarades, on m'a chargé de vous faire un rapoprt sur l'organisation de la propagande écrite et orale dans les milieux ruraux. J'ai essayé hâtivement, parce que nous avons, hélas, beaucoup trop de choses à faire, de faire le tour de la question. Je pense qu'il faut que nous regardions la vérité en face et il faut que nous tirions les leçons nécessaires de l'expérience cruelle que nous venons de faire.

Daniel Mayer vous a dit que nous sortions d'une consultation électorale dont nous espérions beaucoup parce que le Parti avait fait honnêtement son devoir jusqu'à l'abnégation, et nous pouvions supposer qu'on nous en serait reconnaissant. Nous avons été obligés de constater que la loyauté, le courage n'ont pas servi à grand'chose, que notre propagande n'a pas été bien faite ; elle n'a pas su utiliser certains thèmes qui touchent à la vie des gens, à leur vie matérielle si pénible, si difficile et tellement chargée de difficultés qu'il y a beaucoup de difficultés à s'extraire de cette complication quotidienne et à n'exposer que des thèmes généraux désintéressés au risque de perdre l'audience des électrices et des électeurs et qu'il faut être assez habile pour accrocher sa propagande à des revendications immédiates et pressantes, aux exigences de la vie matérielle pour garder avec soi l'audience des masses ouvrières et paysannes, pour garder leur confiance et pour garder ainsi la puissance du Parti.

Alors, nous pouvons faire notre mea culpa. Nous avons été probablement tous, ce qu'on appelle des idéalistes. Nous pouvons en être fiers, mais aussi confus et probablement aussi nous pouvons faire notre mea culpa. Nous avons bien souvent constaté ce manque de dynamisme dont le Parti semble frappé un peu dans tous les domaines, ce manque de confiance en soi de tous nos militants, et je vous pose la question à vous qui êtes ici : « Est-ce que vous avez toujours et à tous coups fait ce que vous deviez faire ? » Si on vous demande tout à coup combien d'articles avez-vous envoyé à « La Moisson » pour qu'elle s'accroche davantage aux difficultés du moment, pour qu'elle ressemble davantage à « La Terre », quand vous vous plaignez qu'elle ne lui ressemble pas. Combien d'articles avez-vous envoyé aux quotidiens régionaux, fédéraux et à vos hebdomadaires départementaux ? Avez-vous fait tout ce qu'il fallait pour vous emparer de la C.G.A. dans vos départements respectifs, cette C.G.A. que notre ministre a eu le génie et le grand mérite de construire. Dans les milieux paysans, je ne sais pas comment cela s'est passé chez vous, mais moi je pense avoir fait tout ce que je devais faire, moi qui ai ici un camarade de la C.G.A. de mon département, un fermier qui a de nombreux enfants, je veux vous dire que dans mon département je me plains que les militants ruraux trop souvent manquent de confiance en eux, par manque de courage. Trop souvent, alors qu'ils sont en majorité dans les communes où l'organisation syndicale leur permet de prendre les leviers de commande, ils les laissent prendre par une minorité de communistes. Dans un département où j'ai eu

en 1945 le plus beau résultat de France, 51 0/0 des voix, les militants ruraux du Parti Socialiste ont trouvé le moyen de laisser la C.G.A. entre les mains des autres. Il y a quelquefois de quoi vous décourager et je dois vous dire que, dans ce département, j'ai pu faire l'expérience que là où on a eu beaucoup de courage, où l'on a mis au service de la propagande du Parti le maximum d'énergie, on a gagné des voix et à côté, où on n'a pas eu le même courage, on en a perdu. Si on veut, on peut, c'est une question d'énergie.

» J'ai organisé la Fédération en un centre cantonnal qui groupe des sections isolées. Il y a un responsable agricole qui va dans les milieux syndicaux agricoles. Dans les Unions cantonnales, on a eu le courage d'aller de maison en maison distribuer des tracts auxlaboureurs, distribuer le numéro spécial de « la Moisson ». J'en ai fait tirer 50.000 pour les Landes et 40.000 de l'hebdomadaire fédéral et là où on a eu le courage d'aller de maison en maison, comme les M.R.P., comme les Communistes qui ont fait du porte à porte et pris les gens par le revers du veston et les ont chapitrés dans des réunions clandestines ou nocturnes, là où on a eu confiance en soi, on a réussi.

» On aurait pu réussir partout si on avait eu davantage de cran. Tout espoir n'est pas perdu et si j'ai eu quelques paroles qui auraient pu vous laisser croire que j'ai désespéré, vous vous trompez.

» Il faut regarder les raisons du recul socialiste dans les milieux ruraux.

» Est-ce que ce serait par hasard le fait que la politique générale du Parti agricole est mauvaise ? Je vois des camarades qui me font des signes de dénégation.

» **C'est la seule qui puisse être bonne,** comme dans tous les domaines. Ce qui a permis à Tanguy-Prigent de dire, au dernier Congrès, qu'il y avait coïncidence entre les exigences de la vie économique et de la morale, et que seule l'évolution socialiste pouvait mettre un terme à l'injustice et au désordre.

» En matière agricole, il n'y a pas d'autre solution que celle du socialisme. Depuis cent cinquante ans, le syndicalisme ,la mutualité et la coopération, sous toutes leurs formes, sont développés par le Socialisme. Ce ne sont pas les principes qui sont mauvais, mais c'est l'organisation de la propagande qui est défectueuse. Tout le monde nous pille, vous le savez, on nous vole nos réalisations. Et, est-ce que par hasard le Parti a insuffisamment réalisé depuis que Tanguy-Prignt est au ministère ? Je vous pose la question. Je crois pouvoir dire que si un parti peut être fier d'un ministre réalisateur, c'est le Parti Socialiste de son ministre de l'Agriculture.

» Et, probablement, n'avons-nous pas suffisamment exploité ce fait ; comme le font les Communistes avec Waldeck-Rochet. Sur tous les murs de France, dans de vastes affiches, on voit le nom ou la photo de Waldeck. Nous pourrions regretter que le Parti Socialiste n'en fasse pas autant. Il est frappé d'un excès d'humilité vis-à-vis des personnalités d'action du Parti, alors que les Communistes emploient la photo jusqu'à l'excès. Nous avons peur de photographier les nôtres quand ils sont pourtant de beaucoup plus jolis garçons, c'est un fait. Vous n'avez qu'à voir comment les Communistes trouvent le moyen de populariser des hommes comme Thorez, et trouvent le moyen de persuader les populations que Thorez est un héros. Il sera le parrain des familles nombreuses du pays, et on trouve le moyen de populariser l'action de Marcel Paul qui ne devrait plus être un ministre si la morale n'avait pas perdu ses devoirs.

» Lisez le dernier numéro de « La Terre ». Vous verrez comme les Communistes le popularisent.

» Nous n'avons qu'à exploiter l'action de notre ministre de l'Agriculture, et il est regrettable que le « Populaire », les affiches et tous les moyens de propagande de notre Parti ne l'aient pas fait pour Tanguy-Prigent, comme les Communistes l'ont fait de Waldeck, qui semble avoir tout fait et qui sera le grand homme de l'agriculture, alors qu'en réalité ce n'est pas un agriculteur. Il n'a jamais cultivé que les rosières de la région de Nanterre, et ce sera le seul homme de l'agriculture française.

» Est-ce parce que les parlementaires socialistes ont insuffisamment travaillé ? Je ne le crois pas. Peut-être, vous posez-vous la question parce qu'on ne soit pas mettre en valeur le travail de nos parlementaires dans le « Populaire » ou la « Moisson », de la même façon que les Communistes dans la « Terre ». Quand il y a un Communiste qui ouvre la bouche dans une séance publique de l'Assemblée Nationale, aussitôt il a sa photo dans la presse de son Parti. Chaque fois qu'un résultat est obtenu, on essaie d'en donner le bénéfice à un parlementaire communiste.

» Regardez la « Terre ». Six litres de vin pour les moissons On dit c'est grâce à Waldeck-Rochet, alors que ce n'est pas vrai, pas plus qu'aux autres Communistes. Donc, nous ne savons pas faire de propagande. Nous ne connaissons pas l'action des parlementaires socialistes, et on ne peut pas l'exploiter. Le Parti a mis à son actif une œuvre magnifique parce qu'elle est le couronnement de soixante-dix années de fidélité du Parti à un même principe : Le Statut du Fermage et du Métayage.

» Jaurès avait, lui, paysan de génie, demandé en 1884, pour les prolétaires de l'agriculture, des garanties de stabilité et des plus-values et des modifications de conditions de partage des terres. Il avait mis au service d'une revendication élémentaire de justice, la plus grande voix du siècle. Il n'avait pas hésité à s'attacher à ce problème terre à terre ; mais ils n'était pas terre à terre en ce sens qu'il voulait dégager des hommes malheureux d'un asservissement moral et matériel véritablement insupportable. Il n'avait pas été entendu ; mais le Parti s'est, pendant soixante-dix ans, toujours préoccupé de cette question. Quand un premier ministre socialiste a pris le ministère de l'Agriculture, il avait fait voter le statut du fermage et quelques autres garanties à la Chambre du Front populaire, et quand un autre ministre de l'Agriculture socialiste est arrivé, il ne pouvait pas ne pas reprendre l'œuvre amorcée par Jean Jaurès qui savait que tout est difficile et qu'on peut mourir sans voir la réalisation de ses espoirs les plus légitimes.

» Tanguy-Prigent a sorti cette ordonnance du 17 octobre 1945 qui était véritablement une œuvre révolutionnaire et ouvrait les portes de la libération à tous nos métayers.

» Eh bien ! on trouve le moyen de laisser dire que c'est Waldeck-Rochet qui a préparé l'ordonnance du 17 octobre et les gens finissent par en être persuadés. C'est à vous de ne pas le laisser dire, après qu'il y a eu des élections et que le Parti socialiste, par son ministre et ses députés, a repris l'œuvre pour perfectionner, et c'est ainsi que le statut du fermage et du métayage a été mis sur pied. C'est la vérité. Demandez à Tanguy-Prigent, à Pouyet et à nos camarades de l'Agriculture comme Métivier, Riffaterre qui ont étudié mot par mot cette loi, qui ont mis sur pied tous les articles. C'est exclusivement l'œuvre des hommes du Parti socialiste.

» Nous n'avons jamais eu un seul amendement du Parti communiste à la commission de l'Agriculture. C'est donc une œuvre exclusivement socialiste. Et, aux dernières élections, parce que c'était une œuvre révolutionnaire, nous avons laissé croire que c'était le Parti communiste qui l'avait mise sur pied

« Il est regrettable que certains camarades du Parti socialiste n'aient pas compris ni le sens profond de cette loi, et qu'ils n'en aient même pas compris l'architecture, et que, quelque fois, ils aient prêté la main à la propagande contre cette réalisation en disant que c'était une loi mal étudiée, manquant de souplesse, ce qui est faux. Il ne faut pas connaître la loi pour dire cela et il est regrettable, par conséquent, qu'au Parti socialiste on n'ait pas mieux connu cette réalisation et qu'on ne l'ait pas mieux exploitée. Je tiens à protester contre ceux qui ont pu dire que le statut du fermage et du métayage avait fait perdre des voix au Parti socialiste. Des voix très autorisées du Parti

ont affirmé cela et nous avons été amenés à dire que c'était à désespérer si on ne mettait pas sur pied des réformes révolutionnaires.

» Il ne faut pas s'engager dans la voie du renoncement. Nous n'allons pas promettre des réformes qu'on ne réalisera jamais pour être effrayés au moment de les faire entrer dans la réalité. C'est dans la mesure où nous resterons fidèles à la doctrine socialiste que nous ferons de la belle propagande.

» Nous avons perdu des voix, ce n'est pas parce que le programme du Parti agricole est mauvais ou insuffisant, ce n'est pas parce que les réalisations sont insuffisantes.

» C'est dans la mesure où le Parti sera indépendant, où il osera, qu'il risquera de remporter la victoire. Mon sentiment est très net. Nous ne gagnerons pas dans les milieux ruraux ou autres si le socialisme ne se redresse pas, ne s'organise pas, ne se renouvelle pas. Moi, je m'en excuse, on pourra dire que je déborde du sujet, ce n'est pas vrai, tout est lié et le succès est lié à l'attitude générale du Parti.

» Je voudrais alors m'attaquer à des problèmes plus pratiques. Après les élections d'octobre dernier, on a parlé de l'insuffisance du succès qui a été en réalité une grande déception et ce n'était pas à cause du statut du fermage et du métayage qui n'était pas encore voté. Si nous avons connu cette déception c'est parce que le Parti, après la libération, n'a pas su utiliser le vent, car il clair qu'il avait le vent en poupe. Tout le monde donnait son adhésion, et on n'a pas su mettre la foi qu'il fallait. Ce n'est pas nous qui tenions le gouvernail ; il aurait fallu donner au Parti une figure nouvelle. J'y avais cru. Si vous avez lu une brochure écrite par Verdier, il y a, à un moment, une définition magnifique : « Un Parti nouveau, animé par l'esprit de la résistance, et sachant prendre racine dans la résistance et les milieux économiques et syndicaux. » C'est ce qu'il n'a pas fait. Tout vient de notre faiblesse et que nous n'avons pas su utiliser la résistance d'un côté, et que nous n'avons pas de base syndicale. Le Parti communiste dispose de la C.G.T., les M.R.P. de la C.F.T.C. ; nous, nous aurions pu avoir la C.G.A., Tanguy-Prigent l'a préparée et c'est notre faute si elle n'est pas à nous.

» Nous n'avons pas d'organisations de femmes ; les communistes ont l'U.F.F., les M.R.P. les femmes catholiques. Nous n'avons pas d'organisations de jeunesse active, alors que les communistes ont gagné beaucoup de jeunes : les M.R.P. ont les J.A.C., J.O.C., tout ce que voudrez. Nous, nous n'avons pas su avoir d'organisations de ce genre, c'est regrettable.

» Le Parti n'a pas su prendre position à ce moment-là. Nous avons laissé échapper ce moment.

» Je me souviens des F.T.P. dans mon département. Avant la libération, les F.T.P. distribuaient des tracts intitulés : « La Terre » et c'étaient les mêmes qu'on distribuait dans toute la France et déjà ils annonçaient le journal « La Terre », mais aussi ils offraient « La Terre » à tous ceux qui la travaillent et ça avait du succès. A une époque où on était prêt à accepter toutes les révolutions, notre presse n'a pas su prendre position par plus régionalement que nationalement.

» Les socialistes ont manqué de sens pratique. Ils auraient dû prendre immédiatement position dans tous les journaux régionaux ; les communistes l'on fait et nous aurions dû lancer un journal agricole tout de suite, nous l'avons fait trop tard à un moment où les autres avaient pris position sérieusement. Et je peux dire, sans vexer personne, et en particulier ceux qui l'ont mis sur pied, Vée et les autres, la première formule de « La Moisson » n'était pas tout à fait la meilleure. Nous l'avons critiquée ici ensemble. Nous ne savons pas donner une forme populaire à notre propagande. Nous lui donnons une forme trop intellectuelle ; nos articles sont d'un ton général et ne serrent pas d'assez près l'actualité.

» Si ce journal était bien pour une minorité, il n'y a pas de doute qu'il n'est pas un outil de propagande dans les milieux ruraux, et, parce que nous l'avons demandé, il a été transformé et il est mieux qu'avant et nous pouvons féliciter ceux qui lui ont donné cette nouvelle allure. Mais même alors qu'il est plus satisfaisant, les militants, eux, n'ont pas fait assez de propagande pour le diffuser. Je crois pouvoir dire qu'il est satisfaisant, sinon parfait. C'est un joli journal ; si les militants s'acharnaient comme chez les communistes, si « La Moisson » avait un tirage double ou triple, nous pourrions peut-être faire des éditions régionales comme « La Terre », et « La Moisson » gagnerait davantage de place.

» Il est bien regrettable de constater qu dans tous les villages où on pourrait avoir des correspondants, on préfère acheter « La Terre » et la laisser vendre. Vous n'avez pas remarqué qu'il y a dans bien des villages la fameuse plaque émaillée : « Ici, correspondant de « La Terre ». Les communistes savent écrire et exprimer les revendications au jour le jour, Pourquoi n'n faites-vous pas autant ? Il faut l'exiger. Il faut que vous réorganisiez vos fédérations.

» Pour que ce soit fait, il faut exiger du rendement. C'est ce que je fais dans mon département. Je monte en épingle les résultats obtenus pour faire honte à ceux qui ne bougent pas et leur montrer comment on peut aboutir quand on essaie.

» Pour « La Moisson », je ne pense pas que, dans l'état actuel, elle soit un moyen suffisant de propagande actif et vigoureux. Je ne sais pas si vous êtes comme moi. J'ai toujours mal au cœur quand les communistes font mieux que nous, et je compare « Le Populaire » et « L'Humanité », « La Terre » et « La Moisson ».

» Il faut que nous sachions en faire autant. Ce n'est pas un reproche à la rédaction de « La Moisson ». Nous sommes pauvres chez nous ; trop souvent il faut que tout ce qui est fait le soit à force de dévouement et les parlementaires socialistes sont surchargés de besogne.

» Il faut que le Parti mette à la disposition de « La Moisson » quelques crédits pour payer les collaborateurs indispensables et qui seront à la recherche de toutes les documentations, à l'affût de tout ce qui passe dans les ministères pour le mettre à profit pour les socialistes. Ce ne sera pas de l'argent perdu, mais très bien placé parce que le journal gagnera la place à laquelle il a droit et au lieu d'être déficitaire, il ne le sera plus et cela nous rapportera. Comme propagande, si vous regardez « La Moisson » et « La Terre » de la dernière semaine : « Deux victoires de Marcel Paul, les moissonneuses-lieuses... »

» Je ne sais pas ce qu'a fait Tanguy-Prigent, mais je crois qu'il a fait quelque chose. Pourquoi n'y aurait-il pas une manchette dans « La Moisson », cela vaudrait mieux que le silo qu'on y met chaque fois. Puisque c'est vrai, il faut en tirer les conséquences.

» Tout ce que dit « La Terre » intéresse puissamment les paysans. Toujours l'accent est mis avec beaucoup de vigueur sur les revendications.

» Je demande que nous sachions faire aussi bien que les communistes. Nous ne sommes pas plus bêtes qu'eux. Et puis, au « Populaire », Favier est là, il doit y être habitué, on récrimine toujours contre le « Populaire » et moi aussi je pense que « Le Populaire », lui aussi, ne sait pas faire de propagande en faveur de l'action agricole du ministre de l'Agriculture, ni des parlementaires, ni non plus, il ne sait pas assez consacrer de colonnes et de lignes au progrès agricole dans ses éditions régionales, cependant que dans son édition parisienne « Le Populaire » n'accroche pas assez avec la vie. J'ai ici « Le Populaire » et « L'Humanité ». Ce n'est pas étonnant que « Le Populaire » ne soit pas populaire. Il ne s'intéresse pas assez à la vie du peuple.

Regardez « L'Humanité ». Tous les jours, il a cette rubrique : « Sur le front du travail ». Comment voulez-vous qu'il ne soit pas acheté par les travailleurs ?

» Je demande que « Le Populaire » consacre dans ses éditions quotidiennes au jour le jour un certain nombre d'articles, de colonnes à l'action agricole des parlementai-

res, du ministre, et qu'on n'hésite pas à mettre des photos de nos camarades parce que c'est habile. Ce n'est pas parce que les camarades tiennent tellement à voir leur photo dans les journaux, mais pour les rendre populaires.

» Il faut que « Le Populaire » nous donne, comme avant la guerre, une page par semaine pour les questions agricoles. La page agricole du « Populaire », il y a quatre pages maintenant, et cela peut et doit servir. Il faut aussi que tous les camarades des fédérations envoient des masses d'articles dont on extraira toujours quelque chose. Il y a des camarades qui croient qu'ils n'écrivent pas assez bien. Soyez tranquilles, si vous envoyez des articles, les rédacteurs sauront les transformer, les élaguer, s'en servir.

» Mais c'est de votre faute aussi si « La Moisson » est insuffisamment vivante c'est parce que vous ne savez pas l'animer comme il faudrait, et envoyer de la matière, c'est la seule façon d'établir un lien permanent entre les journaux du Parti et l'action rurale, c'est la seule manière de faire que ces journaux vous facilitent la tâche. Donnant, donnant, sachez donner si vous voulez recevoir. Je pense aussi que la propagande écrite du Parti devrait être organisée, que le Parti tout entier devrait s'organiser en régions. Je poursuis cette nécessité depuis longtemps. J'ai fait la preuve qu'en organisant mes sections, par canton, il y a un pôle, une direction. Les fédérations isolées les unes des autres des autres ne peuvent pas faire grand chose. Le cadre départemental est dépassé. S'il y avait un hebdo régional, un permanent régional, on obtiendrait de meilleurs résultats. Les hebdomadaires départementaux, qui sont médiocres et qui vivent difficilement au prix de sacrifices de tant de camarades, il faut que des camarades travaillent pour rien pour un résultat très insuffisant et cela vous empêche de vendre « La Moisson » parce qu'il y a un peu de concurrence entre les hebdos départementaux et le journal national.

» Si les fédérations voulaient faire cesser cette espèce de souveraineté stupide qui les condamne toutes à l'impuissance, qu'elles ne pratiquent pas une politique particulariste et des politiques différentes, ce qui n'est pas dans l'intérêt du Parti socialiste. Si les fédérations socialistes se liaient davantage elles pourraient avoir des régionaux de qualité. Vous avez « L'Avenir » de la région du Nord qui est magnifique ; j'y ai abonné beaucoup de militants de mon département, il y en a près de 200. Je pense que si les fédérations savaient s'unir par région, elles pourraient mettre sur pied un magnifique hebdomadaire, où il y aurait deux pages d'ordre général et la page départementale. Ce journal gagnerait de l'argent et supplanterait, je crois, dans beaucoup de cas « La Terre » et ce journal pourrait débarrasser la fédération de soucis financiers très lourds. C'est une question de bon sens. Il faut y arriver, sinon le Parti socialiste s'épuisera en efforts coûteux et insuffisamment productifs.

» On pourrait essayer d'avoir des planches toutes faites pour les hebdos. Je suis persuadé que le succès serait assuré si le regroupement permettait d'avoir 50.000 abonnés pour un hebdo interdépartemental qu'on ne pourrait pas concurrencer à l'heure où les quotidiens ont doublé les prix des abonnements, les paysans ne liront plus de journal quotidien parce qu'ils n'ont pas le temps de le lire. Si nous voulons mettre sur pied des hebdomadaires de qualité où ils trouveraient tout ce qu'ils veulent savoir, nous aurions entre les mains une presse très efficace. C'est une suggestion et je souhaite qu'on la retienne. Dans chaque région, il devrait y avoir un permanent régional agricole. Il rédigerait la page agricole du quotidien régional ou de l'hebdomadaire régional ; il recevrait toutes les informations des fédérations ; ils dirigeraient la propagande. Et je voudrais une école de cadres à la tête de chaque région.

» Chez nous, les communistes en ont dans les départements. Chez moi, ils prennent les jeunes pendant quinze jours et ils sortent de là dévoués, corps et âme, au Parti communiste. Il faudrait que nous en fassions autant. Nous pouvons le faire dans le cadre régional et le permanent régional pourrait être le professeur de cette école de cadres. Nous aurions un tas de propagandistes dans les départements ainsi, la C.G.A., le syndicalisme resterait entre nos mains, parce qu'on donnerait des consignes, car chez nous on n'en donne pas. L'action du parti n'est pas suffisamment ordonnée dans les régions où les communistes ont préparé toutes leurs batteries, ils emportent la décision parce que nous arrivons en ordre dispersé.

» Dans chaque région, nous devrions avoir un cinéma ambulant de 16 m/m parlant, avec des films de propagande socialiste. Dans les milieux ruraux, je sais que le Parti a déjà fait un effort sérieux. Il faudrait qu'on puisse montrer ce que le Parti a réalisé en France ; les coopératives qui fonctionnent, les foyers ruraux qui existent, qu'on montre ce que le soialisme a su faire au Danemark et ailleurs. Il n'y aurait pas de meilleure propagande que cette propagande concrète, et il suffirait d'accompagner cela de commentaires. On va me dire que cela coûte de l'argent. Je pense qu'il est dommage d'employer de l'argent à des affiches comme nous en avons eu pendant la campagne électorale, parce qu'elles ne donnent aucun résultat. Il vaudrait mieux employer l'argent des affiches et les images d'Epinal à mettre sur pied cette propagande vivante.

» Si vous n'êtes pas de mon avis, il faut le dire et on pourrait accompagner toutes les réunions du Parti de la vente de brochures. Les communistes le font et nous pas. Si vous réussissez à placer des brochures « Pour être Socialiste » ou la « Rénovation Paysanne » dans des familles paysannes, vous avez laissé un témoin permanent, et toute la famille la lira. Elle nous rattachera peut-être toute une famille d'une façon définitive. Il ne faut pas en douter.

» D'abord, en vendant des brochures, on gagne de l'argent et on laisse surtout une trace profonde du socialisme. Je voudrais que vous organisiez des congrès fédéraux agricoles, spécialement consacrés pendant toute une journée à des questions agricoles. J'ai fait cette expérience. Bonne a assisté à un congrès à Moncenx pour étudier l'ordonnance du 17 octobre, article par article. Ce congrès a eu une résonance extraordinaire et il a servi à tous nos camarades pour prouver que dans certains articles adoptés il y avait l'esprit à la lettre même de tout ce que nous avions décidé à Morcenx.

» Si vous voulez discuter les questions argicoles dans les congrès ordinaires, on n'a jamais le temps et les agriculteurs s'en vont mécontents parce qu'on ne s'est pas occupé d'eux. Si vous organisez les congrès agricoles, vous pourrez donner à vos militants une information vivante et en recevoir et avant les congrès de la C.G.A. vous pourrez orchestrer l'action des camarades du Parti socialiste. Le Parti devrait organiser des congrès nationaux agricoles. Il y en a qui ont eu de grands retentissements autrefois, et je voudrais que toutes les fédérations mêlent à leurs délégations du prochain congrès national un nombre important de paysans.

» Trop souvent, vous le savez, les paysans sont timides et parlent moins bien. Ils sont écartés des bureaux fédéraux. Ils ne doivent pas se laisser écarter. Ils doivent exiger leur place et je souhaiterais pour ma part qu'ils prennent la tête des fédérations. Il ne faut pas oublier que la France est en majorité un pays agricole et il serait normal que nos fédérations rurales aient des militants ruraux à leur tête. Peut-être qu'aussi comme cela nous aurions davantage de députés paysans au Parlement. Vous imaginez le choc psychologique que provoquerait la présence d'un groupe compact de 50 ou de 60 paysans au groupe parlementaire socialiste. Et c'est à ce moment que nous pourrions dire que nous sommes représentatifs des intérêts agricoles et que nous avons plus de représentants agricoles dans nos militants que les autres partis. C'est à vous de ne pas vous lisser écarter des bureaux fédéraux, de nous aider au renouvellement du Parti. Il est incontes-

table que ce redressement doit venir à la fois du sommet et de la base, et tant pis si la base ne s'est pas imposée volontairement. Elle n'a qu'à s'en prendre à elle-même. Il y a des gens qui se plaignent que le Parti est mal dirigé. Il faut exiger que cela change, disent-ils. Je dois dire aussi que si la base doit savoir exiger, la tête doit savoir stimuler. Vous savez bien ce qui se passe. Il y a une section de village où il y a un excellent militant, cela suffit pour qu'elle marche très bien. Ce militant s'en va ; la section tombe. Vous voyez ce que la tête doit donner. Il en est de même des fédérations quand la tête ne va pas, toute la fédération voit sa vie compromise.

» Au Parti aussi, il faut qu'on stimule davantage. Il faut qu'on parte d'organismes qui permettent cette action de stimulation. Je l'ai déjà dit, le Parti est insuffisamment outillé. Il faut qu'il s'organise d'une autre manière et au prochain renouvellement du Comité directeur, il faut que vous sachiez introduire un certain nombre de paysans authentiques. Ce n'est pas faire son procès que de dire qu'il faut autre chose que des avocats ou des docteurs. Chez les Belges, par exemple, il y a des militants issus de la classe ouvrière qui sont à la tête. En Angleterre, il y a d'anciens militants qui sont ministres maintenant, qui sont au sommet de la hiérarchie. Ils connaissent le peuple dont ils sont issus et qui leur fait confiance même aux heures difficiles quand il faut obtenir des peuples une certaine discipline cruelle. La force du Parti communiste c'est qu'il y a un mineur plus ou moins mineur qui est ministre en France; un pâtissier qui s'appelle Duclos. Il y a des intellectuels aussi. Ils savent utiliser les hommes sortis du rang Il faudrait une commission agricole permanente et un comité de rédaction de « La Moisson » qui organise la propagande agricole du Parti, et il faudrait un secrétaire adjoint paysan faisant partie du bureau national et qui ait la haute main sur tout ce qui intéresse la propagande rural. Je pense qu'il est absolument nécessaire de réorganiser le Parti de fond en comble, et qu'il n'y a pas moyen d'obtenir, ni d'espérer des succès si nous faisons autrement.

» Je vais conclure. Dans ce pays on n'a jamais rien fait de grand sans les paysans. Les paysans ont donné leur adhésion enthousiaste à la première République et la révolution réussit grâce à eux. Jean Jaurès a apporté un acte de confiance immense et démesuré. La IIe République est morte parce qu'on n'avait réussi à détourner les paysans ; parce que nous avons fait apparaître le socialisme comme une doctrine sanguinaire et aussi une doctrine de spoliation. Comme la IVe République, elle ne peut pas vivre si nous ne la soutenons pas vigoureusement.

» Thiers avait dit que la République devait être conservatrice ou qu'elle ne vivrait pas et Depreux a raison maintenant. La République doit être socialiste ou elle ne vivra pas.

» Je vous demande de ne pas désespérer. Allez dans vos fédérations. Démenez-vous. Vous êtes sans peur et sans reproches. Vous n'êtes pas les plus riches, mais les plus honnête. Blum a dit, au premier Conseil National, qu'on est capable de transmettre la foi qu'on possède et Jaurès disait : « On n'enseigne pas ce que l'on fait, mais on enseigne ce que l'on est. » Si vous avez la foi, vous triompherez, j'en suis sûr ; si la foi socialiste est en vous telle qu'elle ne vous permettra pas de désespérer. Je crois que nous tous nous pouvons espérer. Les paysans de France peuvent venir au socialisme ; il suffit que vous soyez assez ardents pour les entraîner et quand ils ont à leur tête Tanguy-Prigent, ils peuvent se reconnaître en lui et le suivre. Je pense que le Parti Socialiste se renouvellera s'il prend racine dans les milieux paysans, il aura les pieds par terre et la tête solide. Il faut qu'il fasse une nouvelle provision de sens pratique, d'énergie. Ce sont les qualités du paysan qui ne désespère jamais. Il faut qu'il puise dans les milieux paysans une sève nouvelle qui permettra des renouveaux. Il faut que nous connaissions un nouveau printemps du socialisme ; qu'il reparte d'un nouvel élan puissant, irrésistible, pour mettre sur pied une République socialiste, et répondre à la grande espérance du monde qui se concrétise par cette idée française : le Socialisme.

» Soyez courageux pour la faire triompher dans le pays de sa naissance. »

***

Paul Favier, administrateur du « Populaire » et de la « Moisson », expose les conditions difficiles dans lesquelles nos camarades Gérard Vée et Dubois font la « Moisson ». S'il y a des imperfections, ces deux camarades en sont excusables, car c'est un véritable tour de force pour que ces deux rédacteurs arrivent à faire un hebdomadaire.

L'orateur indique qu'en ce qui concerne ce journal, nous tournons autour d'un cercle vicieux. Si « la Moisson » ne se vend pas, c'est qu'elle n'est pas bien faite, et si elle n'est pas bien faite, c'est parce qu'elle ne dispose pas de suffisamment de fonds et quelle ne se vend pas.

Notre camarade appelle nos camarades à faire un très gros effort pour augmenter la vente du journal. Il estime qu'une fédération peut aisément écouler 500 numéros par semaine et que cela peut permettre au journal de vivre et d'améliorer même sa rédaction.

En ce qui concerne le « Populaire », Favier prétend qu'il touche très peu de paysans, puisque 99 0/0 de sa vente s'effectue dans les centres urbains. Dans ces conditions, les questions agricoles présentent un caractère d'ordre secondaire pour ce journal.

L'administrateur du « Populaire » fait observer, en outre, que nos camarades ne font pas toujours l'effort nécessaire pour assurer la vente des brochures, et qu'il convient d'intensifier les efforts dans ce domaine.

PIERRECLAUD (Saône-et-Loire) :

Après avoir fait observer l'état d'infériorité matérielle dans laquelle nous nous trouvons vis-à-vis du Parti communiste et du M.R.P. qui distribuent gratuitement, et en grosses quantités, journaux, brochures et tracts, approuve le rapport Lamarque-Cando et appelle l'attention de la direction du Parti sur la nécessité d'augmenter l'effort fait pour la propagande dans les milieux ruraux, notamment par l'établissement d'un réseau de propagandistes à travers le pays, de telle manière que nous puissions arriver à contre-balancer les efforts de la propagande de bouche à oreille qui est faite actuellement par les curés, d'une part, et par les permanents du Parti communiste, d'autre part.

DELAJOUD (Haute-Savoie) félicite Tanguy-Prigent de son œuvre et regrette que le dernier Conseil National du Parti ait pris la décision de ne pas accepter les grandes responsabilités du pouvoir.

L'orateur donne son accord aux conclusions du rapport du député des Landes.

TANGUY-PRIGENT précise que, s'il est resté au ministère de l'Agriculture, c'est à la suite d'une décision du Groupe parlementaire.

ESTIVAL (Constantine) estime qu'il faut faire l'éducation des militants à la base, pour mettre fin à ce manque de dynamisme que l'on constate à l'intérieur du Parti.

Il regrette que la presse du Parti et la « Moisson », en particulier, ne relèvent pas les contradictions que l'on trouve dans la presse communiste, ce parti adoptant une attitude différente selon qu'il s'adresse à telle ou telle catégorie de travailleurs.

L'orateur indique que le Parti doit faire un très gros effort de propagande auprès des fonctonnaires et des masses paysannes.

DIOT (Rhône) se déclare d'accord avec Lamarque-Cando. Il dit que le Parti a gagné des voix dans les centres ruraux de sa fédération, à la suite du très gros effort de

propagande qui a été fait dans ces milieux. Il indique qu'il faut traiter, devant les auditoires paysans, des problèmes simples d'économie et de politique rurale, en prenant des exemples précis et d'actualité et qui présentent un caractère d'opportunité dans chaque région.

VARLET (Meuse) approuve le rapport sur la propagande. Il indique qu'il faut tenir compte du particularisme paysan qui varie d'une région à l'autre, et d'adapter pour cela la propagande agricole aux exigences locales.

Il se déclare partisan de l'organisation et de la propagande sur des bases régionales.

SOUDANT (Nord), qui est d'accord avec Lamarque-Cando au sujet de l'organisation de la propagande dans les milieux ruraux, regrette que le Parti se sont cantonné, d'une manière générale, à jouer un rôle d'arbitre et qu'il n'ait pas été plus combattif. Il estime que nous devons rester tels que nous sommes, sans rien atténuer de notre doctrine.

L'orateur conclut en déclarant que c'est vers la classe ouvrière et vers la classe moyenne que nous devons rassembler tous nos efforts. Il appartient, à cet effet, au Comité directeur de former des cadres ouvriers et paysans.

TARTAIX (Isère) regrette le manque de combativité de nos camarades de la base. Il estime qu'il faut former de nouveaux cadres à travers les organisations professionnelles. Il pense qu'il est nécessaire de documenter davantage, et avec plus de précision, nos militants.

ESPINASSE (Aveyron) rend hommage à l'œuvre de Tanguy-Prigent et de Lamarque-Cando et estime qu'il convient de faire un très gros effort de propagande et de recrutement auprès des jeunes paysans. L'orateur pense que notre insuccès provient, pour une large part, de la mauvaise composition des listes au sein desquelles les ouvriers et les paysans n'ont pas assez souvent figuré en bonne place.

PHELOUZAT (Allier) constate le manque de combativité de nos militants, de la base au sommet. Il regrette le manque de coordination de nos militants au sein des organisations professionnelles, syndicats, coopératives, etc..., tandis que l'action des communistes et des catholiques est bien coordonnée.

Notre camarade de l'Allier regrette qu'il n'y ait pas plus de paysans au Groupe parlementaire, et que celui-ci n'attache pas toute l'importance qu'il convient aux questions paysannes.

L'orateur approuve les critiques de Lamarque-Cando concernant la « Moisson ».

Il estime qu'il convient d'établir un réseau de propagandistes paysans à travers le pays, et de mettre sur pied une organisation agricole à peu près similaire aux groupes d'entreprise, pour parer à notre état d'infériorité dans ce domaine comparativement au P.C. et au M.R.P.

Pris par le temps, l'orateur conclut en déclarant que si le Parti sait faire connaître et tirer parti des importantes réalisations à son actif, il peut recueillir de gros succès dans les milieux ruraux et consolider ses positions au sein des organismes professionnels.

RINCENT (Aube) aprouve, dans son ensemble, le rapport de Lamarque-Cando et félicite Tanguy-Prigent pour l'œuvre qu'il a accomplie au ministère de l'Agriculture, ainsi que les camarades du Groupe parlementaire qui ont battu un record dans les annales législatives.

L'orateur regrette que l'action des militants n'ait pas été davantage coordonnée au sein des organismes professionnels, et que, trop souvent, nos militants aient engagé des batailles en ordre dispersé.

Il rend hommage à l'effort accompli par le camarade Gérard Vée au sujet de la « Moisson ».

Il souhaite que le « Populaire » traite davantage des questions agricoles.

Il estime que le Parti devrait faire plus d'efforts pour rapprocher les ouvriers des paysans et les travailleurs intellectuels des travailleurs manuels, de telle sorte qu'il soit mis fin à ces dualités que l'on constate dans trop de fédérations.

LAVERGNE (Charente-Maritime) estime que l'échec du Parti ne provient pas de l'insuffisance de notre propagande, mais du rôle d'arbitre que le Parti a joué dans le tripartisme, ce qui l'a diminué auprès des masses.

Il regrette que le Parti ait accepté les responsabilités du ministère de l'Agriculture, lors de la formation du dernier gouvernement.

Il prétend que le ministre de l'Agriculture supporte auprès des masses paysannes la responsabilité du manque de moyens de production : machines, engrais, etc...

Il pense que le Statut du Fermage et du Métayage nous a fait perdre des voix.

L'orateur prétend que l'on ne donne pas suffisamment de satisfaction aux paysans, notamment en ce qui concerne les prix des denrées agricoles.

Il souhaite que le vote préférentiel soit inclus dans la prochaine loi électorale, de façon à mettre fin aux dualités qui opposent intellectuels et manuels au sein des fédérations

L'orateur conclut en déclarant qu'une campagne suivie sur le bon sens aura raison sur la campagne démagogique suivie par le Parti communiste.

MANAC (Finistère) regrette que la « Moisson » ne fasse pas d'éditions régionales. Il aimerait voir le Parti s'associer davantage au développement des coopératives agricoles qui constituent des organismes d'éducation socialiste, et fait constater que, dans sa fédération, partout où la coopération est développée, le Parti a obtenu des succès.

FRASLIN (Loire-Inférieure) estime que, au cours de la dernière campagne électorale, on n'a pas suffisamment combattu la propagande mensongère qui nous a fait passer pour des fossoyeurs de la propriété paysanne, slogan qui a été développé à fond contre nous.

Il pense qu'il faut réagir contre la tentative de sabotage entreprise actuellement contre l'application du Statut du Fermage et du Métayage.

Il regrette que le Parti ait accepté à nouveau le ministère de l'Agriculture et craint que l'on fasse retomber sur Tanguy-Prigent la responsabilité de n'avoir pu donner satisfaction à toutes les revendications paysannes plus ou moins démagogiques qui sont faites en ce qui concerne les prix notamment.

LE LEUCH (Ardennes) estime qu'il faut réorganiser les bases de la propagande et de l'administration du Parti.

Il pense qu'il faut se présenter devant les agriculteurs sans voiler notre visage et faire des exposés de doctrine socialiste qui n'effraient pas les auditoires paysans.

L'orateur rejoint Lamarque-Cando sur l'organisation du Parti sur des bases régionales, et sur la mise en place d'un réseau de militants par département, par canton et par commune.

DUBOIS (Yonne) est d'accord avec l'exposé de Lamarque-Cando et rend hommage à l'œuvre de Tanguy-Prigent pour les réalisations qu'il a effectuées depuis son arrivée au ministère.

L'orateur félicite Gérard Vée de l'œuvre magnifique qu'il a accomplie dans son département. Il regrette que Tanguy-Prigent n'ait pas consulté davantage les militants du Parti avant de procéder aux nominations des membres du Conseil supérieur de l'Agriculture.

Il conclut en déclarant que le Parti doit faire de très gros efforts pour arriver à prendre les leviers de commande des organisations professionnelles.

CAMOUGRAND (Basses-Pyrénées) demande que les militants locaux et départementaux reçoivent plus de documentation et ne se sentent pas toujours aussi isolés du reste du Parti.

Il estime que les brochures du Parti ont un caractère trop technique et ne serrent pas l'actualité d'assez près. Il voudrait qu'elles soient plus à la portée des paysans.

L'orateur estime que l'on devrait intensifier la propagande par le cinéma et que les séances de projection de films dans les communes rurales soient accompagnées de petites conférences sur des sujets d'actualité extrêmement simples et qui soient à la portée de tous.

Il souhaite que Tanguy-Prigent quitte l'Agriculture s'il n'obtient pas satisfaction pour la fixation des prix des produits agricoles à un taux raisonnable, pour le blé en particulier.

Gérard VEE, directeur de la « Moisson », fait observer que, dans la clandestinité, le Parti s'était consacré à la publication de la « Libération paysanne » qu'il a cédé à la C.G.A. au moment de la libération, et que, de ce fait, la « Moisson » a dû subir les effets du retard dans lequel elle a été placée pour paraître ; retard qui a eu des conséquences fâcheuses pour la bonne diffusion, tous nos amis étant, à ce moment-là, abonnés à « Libération paysanne ».

Cependant, l'orateur constate avec regret que les militants de base n'ont pas fait un plus gros effort pour augmenter la diffusion et la vente du journal.

En ce qui concerne la composition du journal, il souligne l'état d'infériorité devant lequel se trouve notre journal par rapport à la « Terre » qui dispose d'une dizaine de rédacteurs, au lieu de deux comme la « Moisson ».

D'autre part, le député de l'Yonne estime qu'il ne faut pas aligner notre propagande sur la propagande démagogique que le Parti communiste fait dans sa presse.

Il conclut en lançant un appel au dévouement et à la confiance des camarades qui constituent les impératifs du Parti Socialiste et exprime le souhait que nous sachions nous replonger dans une atmosphère révolutionnaire qui doit être celle de notre grand Parti Socialiste.

André BONNE, secrétaire de la Commission Agricole, tire les conclusions pratiques du débat sur la propagande qui vient de se dérouler.

Après avoir constaté que la plupart et la quasi-unanimité approuvent le rapport de Lamarque-Cando, il fait observer que si l'organisation de la propagande sur la base régionale correspond le mieux aux axigences de la propagande rurale, cela ne saurait avoir des résultats immédiats.

En effet, la mise en place de tels services est coûteuse et il faut trouver les moyens de la financer. Ensuite, il faut un certain délai pour lui assurer la mise en place et le fonctionnement.

Sans en écarter le principe pour l'avenir, l'orateur, tenant compte du fait qu'une consultation électorale doit avoir lieu d'ici deux ou trois mois, estime que l'assemblée doit demander au Comité directeur de prendre les décisions suivantes :

1° Création d'une Commission nationale et désignation des membres.

Cette Commission devant avoir pour rôle :

— d'orienter les travaux des commissions techniques d'études agricoles ;

— d'adresser au Comité directeur toutes propositions utiles en vue d'intensifier la propagande dans les milieux ruraux et d'assurer la diffusion du matériel de propagande et de la « Moisson » en particulier.

La commission dont il s'agit devrait être composée d'une dizaine de camarades qui, tout en ayant de fréquents contacts avec les masses paysannes, pourraient se réunir à Paris chaque fois que les circonstances l'exigeraient, et au moins une fois tous les quinze jours.

2° Amélioration de la « Moisson » et diffusion de ce journal.

Au sujet de l'hebdomadaire agricole du Parti, Bonne pense qu'il est urgent de prendre un certain nombre de mesures relatives à la rédaction et à la diffusion du journal :

a) En ce qui concerne la « rédaction », il estime nécessaire qu'un Comité soit désigné au plus tôt sur des bases à peu près analogues à la Commission Agricole. Ce Comité aurait pour rôle de donner au journal un caractère plus combattif, de mettre tous les députés paysans en demeure de rédiger toutes les semaines, et à tour de rôle, l'article « leader » et, d'une manière générale, de faire le nécessaire pour que ce journal traite davantage des questions de politique et d'économie rurale, de telle sorte qu'il se rapproche davantage des préoccupations constantes des paysans. Il pense, sans vouloir diminuer le dévouement dont ont fait preuve les camarades qui s'en occupent actuellement, qu'il serait nécessaire de placer à la tête de ce journal un camarade qui soit un homme de métier ;

b) En ce qui concerne la « diffusion », le secrétaire de la Commission agricole estime qu'il y a un très gros effort à faire à tous les échelons du Parti, du sommet à la base.

« Il ne faut pas, dit-il, perdre de vue que ce journal constitue pour nous la meilleure et l'unique arme dont nous disposons pour le prochain combat électoral. »

Dans ces conditions, il semble indispensable que tous les militants déploient, d'une part, leur maximum de possibilités pour augmenter la diffusion et que, d'autre part, le Parti n'ésite pas à engager pour cela les dépenses nécessaires qui seront des plus rentables.

A cet effet, le Parti devrait prendre un certain nombre de mesures nécessaire devant permettre à la direction de la « Moisson » :

— d'envoyer à travers le pays cinq ou six voyageurs du journal ;

— d'affecter à la « Moisson » deux ou trois voitures à haut-parleur pour aller dans les plus importantes foires de France faire de la publicité ;

— et même adresser, gratuitement, le journal aux secrétaires des sections rurales, aux élus paysans municipaux et contonaux du Parti et sympathisants qui jouent habituellement un très grand rôle au cours de la campagne électorale.

Ces conclusions sont adoptées à l'unanimité par l'assemblée.

*
* *

II. — ATTITUDE DES MILITANTS A L'EGARD DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

Le Président donne ensuite la parole à un militant syndicaliste :

« Je vous présenterai quelques observations qui sont celles de militants qui se trouvent dans la C.G.A. au stade national. J'ai d'autant moins besoin de faire un rapport qu'il est nécessaire de faire un travail de synthèse de tout ce que vous avez évoqué ici pour en sortir quelque chose de plus lié qu'une discussion sans préparation. Lamarque-Cando est venu ici en colère, moi j'étais venu ici inquiet et je ne le suis plus.

» Nous avons des inquiétudes sur le fait qu'un parti politique a de la puissance suivant qu'il a des mouvements de masses avec lui et actuellement la C.G.A. est perdue pour nous. Il ne nous appartient pas de faire un examen de cette question. Le Parti communiste a su s'emparer de cette organisation et cela lui permet d'avoir une action dangereuse.

» L'organisation paysanne pouvait être, dans les circonstances présentes, l'organisation de masse où les socialistes devaient avoir une action d'autant plus justifiée que la C.G.A. est née de l'initiative des socialistes, et nous avons tout de même conservé un certain nombre de postes d'observation et de commande, que nous ne lâcherons pas sans avoir fait tout ce que nous pouvons pour redresser la situation.

» Vous savez sur quels principes on a voulu faire l'unité paysanne. Vous savez comment cela s'est fait.

» Un certain nombre de nos camarades ont émis quel-

ques protestations quant à la situation qui leur était faite dans leur département. L'organisation de la C.G.A., dans un certain nombre de départements, n'est pas agréable à subir, mais si, au départ, on était d'accord pour construire une organisation démocratique et lunité paysanne, on aurait pu arriver à autre chose, même si on avait procédé à une épuration après la libération.

» Il reste maintenant à s'incliner devant les volontés démocratiques des scrutins. Des camarades se sont plaints de voir apparaître, dans leurs départements, des gens qui n'ont rien de sympathique, et nous avons eu à nous mesurer avec eux au dernier Congrès de la C.G.A. Les Socialistes ne se sont même pas reconnus à ce dernier congrès.

» Il y a une nouvelle leçon à tirer. Il faut que nous ayions une action concertée. On est arrivé à maintenir l'unité paysanne. Ceux qui n'en voulaient pas ont reculé devant une prise de position qui les aurait mis en minorité. Nous nous sommes trouvés devant l'opposition de la Fédération des exploitants agricoles qui sont très forts et avaient un plan. Nous avons senti alors la faiblesse de notre organisation socialiste.

» Pour résister à la Fédération, nous n'avons trouvé presque personne. Les quelques camarades qu'on a mis sont très souvent absents et ne viennent pas quand il y a à se bagarrer. Les Communistes se bagarrent sur leurs positions. Nous, nous faisons ce que nous pouvons, et nous ne pouvons pas mener l'action que nous voudrions mener par les camarades placés et qui ne remplissent pas, ou ne peuvent pas remplir leur rôle. L'offensive du lait, elle, a eu une origine politique incontestable. Il faut vérifier les points d'où elle est partie dans le Nord.

» Il n'en reste pas moins que si cette campagne pour l'augmentation du prix du lait a été politique, nous n'avons déploré que les ministres socialistes de l'Economie Nationale et des Finances n'aient rien compris à ce problème, ou qu'ils ont voulu se conduire avec honnêteté et scrupule, ce qui revient à se mettre sur l'autel de la patrie et à se suicider.

» On nous a dit que, si on augmente le prix du lait, c'est l'inflation. En réalité, elle aura lieu maintenant, tout ce que nous aurons, c'est qu'elle aura lieu sous un ministère M.R.P. au lieu d'un ministère socialiste. Nous avons tout de même évité, et je voudrais qu'on en soit reconnaissant à la C.G.A., des mouvements de grève, et alors il y avait des gens ardents et il n'y avait qu'un signal à donner et nous aurions eu une situation difficile.

» Au moment des élections, il y a eu l'offensive au sujet de la propriété. Vous connaissez l'action déclenchée par les propriétaires. Il est à regretter que le Parti Socialiste n'ait pas donné des mots d'ordre et expliqué ses positions. La question de la propriété s'est retournée contre les Socialistes. Nous aurions été heureux que l'Office foncier nous fournisse quelques explications. On a dit que c'était une poussée pour la dépossession des agriculteurs. On a dit : « Ce sont les Socialistes qui la mènent. »

» Tout cela montre que la politique menée par le Parti Socialiste n'a pas été à la hauteur des circonstances. Nous avons obtenu cela que la C.G.A. ne prenne pas position sur le problème du lait.

» Je pourrais faire beaucoup d'autres commentaires sur la situation au sein de la C.G.A. Je n'ai nullement l'intention de continuer à jouer le rôle de charnière et d'être le représentant de l'unité, ce qui ne nous donne aucune position combattive. N'ayant aucun colonne de Socialistes qui mènent la bataille au sein de l'organisation, il faut que le Parti Socialiste dise oui ou non. Il est capable de rassembler les éléments paysans pour mener une action socialiste au sein des organisations professionnelles, sinon, il ne nous restera qu'à rentrer chez nous.

» Il doit sortir de cette réunion des résolutions pratiques et sérieuses. Je conclurai en vous disant ceci : C'est très bien de réunir des militants paysans, mais je regrette que certains départements ne soient pas représentés par des militants de l'organisation professionnelle. C'est très bien de protester sur tout, du moment que nos cris restent dans cette salle et ne sont pas entendus.

» J'estime qu'il est inutile de recommencer. Pour aujourd'hui, je demanderai que le Comité directeur entende une délégation nommée par cette commission composée de paysans des départements qui ont une position dans l'organisation professionnelle et fassent connaître au Comité directeur leurs sentiments et les points de vue que nous avons exprimés.

» Je demande aux camarades des départements de faire un effort pour arriver à se faire représenter au Comité directeur.

» Je voudrais qu'on arrive au recensement des socialistes qui occupent une activité dans l'organisation agricole. C'est une chose élémentaire et qui conditionne toutes possibilités d'action.

» Il faut savoir à qui on a à faire dans les réunions. Je voudrais qu'il soit bien entendu que cette liste sera établie, car elle nous manque. Il y a des camarades socialistes sur les listes, mais qui n'apparaîtront pas beaucoup comme tels dans l'action. Je crois qu'il faut demander au Comité directeur qu'il réalise des congrès fédéraux agricoles dans tous les départements et, en tous cas, dans les départements ruraux.

» Je pense qu'il faudrait en arriver à faire que les Socialistes prennent l'initiative d'un réunion des fermiers pour leur apporter toutes précisions sur la loi du Statut du Fermage. Je crois qu'il y aurait là une propagande fort utile et qui porterait beaucoup.

» Il faudrait aussi que nous ne soyons pas obligés de voir les ouvriers agricoles défendus par les Communistes uniquement. Je sais qu'il y avait des camarades qui voulaient le faire, mais sans doute n'ont-ils pas été aidés.

» Il faudrait une Commission Nationale Agricole qui n'aurait pas une action décisive mais consultative. Il faudrait un Comité de rédaction pour la « Moisson » et la page agricole du « Populaire ».

» Je pense qu'une commission nationale agricole aurait la responsabilité de proposer au Parti toutes les initiatives nécessaires. Il y a la rédaction des pages agricoles, et je voudrois qu'on établisse un contact avec la C.G.A. Je pense qu'il est indispensable que cette commission soit consultée pour toute initiative. Elle devrait avoir à charge d'étudier la polisition économique et agricole.

» Il y a la question du prix du blé et du lait.

» Il faudrait qu'on sache la position des Socialistes, et je ne crois pas que, au sein du Parti, il soit possible de prendre une position unique. Il faudrait arriver à ce que des mots d'ordre soient lancés et que nous combattions cette démagogie du Parti communiste. Il n'est pas difficile de la démolir. Les Communistes ont pris déjà une position qui ne semble pas comporter une hausse importante du prix du blé.

» Pour terminer, je dirai que cette Commission Nationale Agricole me paraît indispensable. Ce serait le centre vital du Parti au point de vue agricole, et c'est de là que devront partir tous les mots d'ordre. Il me paraît nécessaire qu'un jour on s'explique avec un certain nombre de nos camarades qui ont fait des déclarations qui n'avaient rien de très heureux pour l'agriculture, qui sont peut-être très justes dans une faculté, mais qui n'ont rien de très heureux pour une campagne électorale et une propagande socialiste. »

Ce rapport est adopté à l'unanimité, sans discussion.

III. — PRIX ET MARCHES DES PRODUITS AGRICOLES

Après avoir remercié le précédent rapporteur de son brillant exposé, le président donne la parole à **TANGUY-PRIGENT, ministre de l'Agriculture :**

« Mes chers camarades, avant de parler des questions à l'ordre du jour, je vais répondre à quelques interpellations amicales dont j'ai été l'objet. Ce n'est pas pour ouvrir le débat, mais pour que vous ayez quelques arguments dans la propagande que vous avez à faire.

» Je tiens d'abord à dire que nous ne devons pas nous associer à cette propagande démagogique et décevante qui consiste à dire que tous les fonctionnaires sont fascistes. Nous avons des camarades fonctionnaires qui ont travaillé sous Vichy, mais nous n'allons pas les accuser de trahison ! En ce qui concerne, par exemple, les directeurs des Services Agricoles, ou l'ingénieur du Génie Rural, l'état du Statut des Fonctionnaires ne me permet pas, quand ils n'ont pas été frappés d'indignité nationale, de les révoquer. Je n'ai pas la possibilité de les sanctionner autrement que par un changement de résidence. Il est possible seulement de faire des mutations.

» Je tiens aussi à souligner qu'une raison de l'échec de l'épuration en France, c'est la lâcheté générale. Je prends un exemple :

» On était venu me voir au ministère pour me dire qu'un fonctionnaire exigeait de l'argent pour délivrer des bons de pommes de terre. Quand j'ai demandé aux gens qui avaient fait cette affirmation de venir la confirmer (et j'avais pris l'engagement d'aller avec eux dans les bureaux pour que le fonctionnaire en question me soit désigné), je n'ai plus entendu parler de cette accusation.

» Voulez-vous un autre exemple pris dans mon département ?

» Il y avait une commission chargée de délivrer les autorisations d'achat pour les tracteurs ; le secrétaire qui tenait la comptabilité délicate des bons d'achat qui étaient délivrés réclamait des billets de mille francs. Les camarades qui m'avaient dit cela étaient des maires socialistes de la région et, par conséquent, ma conviction était faite, mais je n'avais pas de preuves.

» Je prenais le train le soir même et ne pouvais règler cette histoire sur place. Dès mon arrivée à Paris, j'ai appelé le directeur général du Génie rural, et je lui ai dit d'envoyer un inspecteur à Quimper (car il y a entre fonctionnaires une solidarité de mauvais aloi), mais que cet inspecteur ne revienne pas avec un rapport à l'eau de roses ; qu'il revienne avec des preuves.

» L'inspecteur est allé avec l'ingénieur en chef départemental voir l'accusé présumé et lui a dit : « Le ministre est au courant de vos agissements. » Alors notre homme a tout avoué. Sinon, si nous avions procédé autrement, nous n'aurions pas eu de possibilités de sanction, parce que, par la suite, ceux qui avaient raconté l'histoire, on dit : « Ce n'est pas vrai ; on a donné du beurre ou des œufs. »

» J'ai révoqué le bonhomme, mais je ne suis pas ministre de la Justice, et même le ministre de la Justice ne peut pas le condamner, car maintenant il est revenu sur ses déclarations, et nous n'avons pas de témoins à charge.

» Quand on a des cas précis, il faut frapper sans pitié, mais il ne faut pas se livrer à des campagnes contre les fonctionnaires quand on n'a pas de preuves. La France ne peut qu'en souffrir. Quand il y a des preuves, frappons dur, mais ne faisons pas une campagne pour généraliser ces sortes d'accusation.

» Je ne reviens pas sur la question de ma présence au ministère de l'Agriculture. J'ai dit au Parti que j'aimerais mieux rentrer dans la bagarre plutôt que de rester au ministère. Mais, si je suis resté, c'est au service de mon Parti c'est lui qui a décidé.

» En ce qui concerne les engrais, les pommes de terre de semence, les tracteurs, la ficelle-lieuse, vous savez que nous avons créé les Offices Agricoles Départementaux. L'Administration ne s'occupe plus de la répartion. Toutes les fois que les préfets constitueront des O.A.D. dans les départements où la C.G.A. appartient à nos adversaires et où nos amis, de ce fait, ne pourront rien recevoir nous exigerons des préfets qu'ils fassent une composition plus équitable des Offices Agricoles Départementaux.

» Pour le reste, c'est un petit argument, je suis ministre distributeur et c'est la Production Industrielle qui me fournit toutes les denrées, articles, objets que je fournis aux agriculteurs. Je n'ai jamais pu obtenir, malgré l'avis favorable de Marcel Paul, le contrôle au départ des engrais ou machines agricoles qui sortent des usines ou arrivent dans les ports d'importation. Il n'y a qu'une solution, et nous avons déposé le projet de loi correspondant : c'est la création d'un Office National des Engrais et d'un Office National du Machinisme Agricole permettant de mettre sous un contrôle unique, depuis la fabrication jusqu'à la distribution, les engrais ou les machines agricoles.

» Maintenant, nous avons le droit de dire : c'est la faute de la Prouction Industrielle. Mais c'est par une construction socialiste que nous arriverons à discipliner la distribution, et c'est par là aussi que nous ferons finir ce chantage pour les engrais, la ficelle, les machines ou les pommes terre de semence systématiquement attribués aux négociants, alors que les coopératives en sont privées. Nous sommes, à l'heure actuelle, presque impuissants dans ce domaine. Il n'y a que pour des cas d'espèce que nous pouvons obtenir des rectifications.

» Quant au problème général des prix et des salaires qui a un peu troublé nos camarades au moment de la formation du gouvernement, en ce qui concerne les intérêts des paysans et ceux des ouvriers, il faut prendre une position très nette. Parce que nous sommes en période de pénurie, automatiquement le producteur vendeur est favorisé par rapport à l'acheteur. Ce n'est que par des solutions socialistes qu'on peut remédier à ces inconvénients.

» Nous avons l'exemple de l'Office du Blé. Il y a eu, de temps en temps, des communes qui ont pu manquer un ou deux jours de pain. Il y a eu du pain de mauvaise qualité parfois : mais, malgré la crise effroyable qui a frappé particulièrement la France (et à tous moments au cours de cette crise), on a pu donner un minimum de pain aux consommateurs, et cela à la taxe, car il y a une organisation professionnelle basée sur le principe socialiste.

» Quand il y a une organisation interprofessionnelle basée sur le principe socialiste, on aboutit à distribuer la denrée. Il est évident que nos adversaires ont fait une campagne démagogique et joué le double jeu.

» Au mois d'octobre, les Communistes et les M.R.P., quand ils faisaient une réunion dans les campagne, déclaraient qu'on n'augmenterait pas assez les produits agricoles ; ils ne parlaient pas de Pleven, mais de Tanguy-Prigent qui était socialiste. Le soir même, les mêmes orateurs devant les pêcheurs ou les ouvriers, disaient que nous organisions la vie chère. Ils réussissaient, dans les communes rurales, à nous accuser de ne pas augmenter assez les produits agricoles, et, dans les cités urbaines, à dresser contre nous les ouvriers et les ménagères.

» Dans ma campagne électorale, je disais qu'il n'y a pas opposition entre les ouvriers et les paysans. A côté de cet argument, il y a une question de bon sens : la France sera toujours un pays agricole et industriel. Personne ne peut imaginer que la France sera cent pour cent industrielle ou cent pour cent agricole. Il faudra toujours cohabitation des ouvriers et des paysans. C'est le premier argument que je donnais.

» En conséquence, un parti politique est obligé de tenir compte des intérêts des uns et des autres et de tenir le juste milieu. Il est certain que notre propagande a été insuffisante. Nous nous faisons des reproches mutuellement et nous avons raison. La propagande a été insuffisante parce que nous manquons de moyens et de dévouement à tous les échelons.

» J'avoue humblement qu'au ministère, avec beaucoup de bonne volonté, j'ai fait le maximum pour apporter des réalisations aux paysans de France, mais j'ai négligé l'exploitation de ces réalisations pour la propagande. Peut-être n'avions-nous pas assez d'imagination et de technique ? Nous n'avons pas compris à temps l'utilisation que nous pouvions faire de nos réalisations et de nos tentatives.

» Je vous assure que, ces jours-ci, et c'est une question d'heures, nous sommes en train de mettre debout autour

du ministère, un système de propagande plus efficace avec le Parti, la C.G.A. et tous nos amis.

» Dans les départements (et je ne reviens pas sur ce qu'on a dit sur notre complexe d'infériorité), j'ai souffert de voir que les attaques de nos adversaires et les calomnies impressionnaient nos camarades. J'ai reçu des lettre squi me disaient : « Serait-ce vrai ? » Alors qu'il s'agit du ministre, si on ne peut pas dire tout de suite : « C'est faux » quand une saleté a été imprimée, s'il faut, avant cela, écrire au ministre de l'Agriculture, cela est très grave de la part de nos militants.

» Il est certain aussi que, quand j'expliquais certaines choses dans les réunions, on venait me dire ensuite : « Mais tu nous as dit là des choses fort utiles ! » Il y a nos fautes communes, notre maladresse et notre manque d'imagination, et aussi le fait que, à tous les échelons, o nne songe pas assez à la propagande écrite.

» Il y a beaucoup de journaux fédéraux lamentables, au point de vue agricole. La faute n'en incombe pas aux camarades qui rédigent les journaux, c'est obligatoirement un camarade qui n'est pas agriculteur, c'est un instituteur ou un professeur qui a du temps et du dévouement pour faire le journal.

» Nous ne trouvons pas d'articles agricoles, de polémique ,d'articles bagarreurs. Il faut que, au lieu de se défendre, on passe à l'offensive ! Car c'est cela qui marque, c'est en prenant le ton offensif qu'on peut frapper le plus sûrement.

» Nous sommes obligés de constater que les camarades qui sont au courant des questions agricoles, qui peuvent rédiger des articles, ou seulement des arguments, et qui ne le font pas, ceux-là ne font pas leur devoir vis-à-vis du Parti. L'absentéisme existe dans tous les domaines. On vient de parler de la C.G.A. Là aussi, on a commis des fautes. Il est certain, Gérard avait raison, que si nous avions créé tout de suite un journal agricole socialiste, au lieu de lancer la « Libération paysanne », nous aurions pu, en même temps que la « Terre », prendre place dans les foyers ruraux. Nous avons commis une faute aussi quand nous avons appelé tout le monde.

» Dans tous les pays du monde, on dit que la C.G.A. est une œuvre étonnante. Vous connaissez quel était le morcellement du syndicalisme agricole exploité par les forces capitalistes et cléricales ? On nous demande maintenant comment nous avons pu réaliser cette unité !

» De l'extérieur, c'est certainement plus beau que de l'intérieur, mais cela reste une grande chose qui prendra place dans l'évolution historique de la paysannerie. Il y aurait eu danger à repousser ceux qui n'avaient pas eu confiance en nous. Il y eut là, sans doute, une imprudence en appelant tout le monde à participer aux élections professionnelles ; mais, même si je n'avais pas été complètement rempli de cette conviction de l'unification, même si je n'avais pas été guidé par ce sntiment, j'aurais peut-être agi de la même manière, car si la C.N.P., dont je suis fier d'avoir été un militant de la première heure, était un magnifique instrument par sa qualité, nous n'étions, néanmoins, que quelques-unis. Nous ne représenterions presque rien dans la paysannerie française, et cela explique beaucoup plus que tout le reste les causes de l'inquiétude qui existe maintenant.

» Nous avons donné des places à nos adversaires, certes, mais on vient de me dire que, dans le Gers, les postes de la C.G.A. sont aux socialistes. J'espère que ce redressement sera contagieux. La démocratie a ses mauvais côtés quand on n'a pas la majorité.

» Si nous avions pu maintenir le Comité National d'Action Agricole plus longtemps, il est certain que nous aurions eu raison, mais c'était incompatible avec le retour à la légalité républicaine. J'ai lâché en beauté, dans un grand geste, parce que nous étions obligés de lâcher et il fallait prendre les devants en disant : « Nous n'avons fait des comités que pendant la période de réorganisation. » Si on avait fait une épuration politique, comme elle aurait dû être faite, on n'aurait pas trouvé les Leclerc, Bauchet, Blondel, Massot et bien d'autres mais ils n'ont pas été frappés et c'étaient des gens parfaitement éligibles Ils n'appartenaient pas au ministre de l'Agriculture de les frapper de déchéance civique.

» Sur le plan fédéral, si vous aviez eu le bonheur d'avoir la majorité, nous ne verrions pas de Guébriant avoir la majorité à la Fédération des Exploitants avec nos adversaires.

» Nos adversaires ont le dessus et nous retrouvons des hommes qu'on n'aurait pas dû retrouver. Nous n'avons pas la majorité partout ; il nous arrive d'être battus ; il faut être beau joueur, comme dans le Finistère. Il faut, en tâchant de gagner des camarades, renverser la situation. Il faut absolument que là où nous avons la majorité et où nos camarades, par timidité, hésitent, il faut qu'ils sachent qu'il y a des gens sur commande qui viennent du M.R.P. ou des Communistes, et qui, quand ils voient une hésitation chez nos camarades, prennent en quelques secondes la place que nous devons occuper.

» Je voudrais alors dire, et je vous demande de ne pas l'omettre, qu'il faut que nous nous regroupions, Socialistes et Socialisants, au sein de la C.G.A., qu'il faut rassembler ceux qui, comme nous, ont une conception de l'économie générale à base interprofessionnelle et syndicale.

» J'ai cru quitter le ministère et j'avais trouvé des locaux. Nous allons former une amicale qu'on appellera la « République paysanne » et, dans les départements, vous serez invités à recruter des amis, car il ne s'agit pas d'un syndicat. Nous disons que nous sommes un groupement de braves gens qui veulent se réunir pour déceler l'élite paysanne, pour former une école de cadres, pour former les animateurs des coopératives, des syndicats, des mutuelles et des caisses de crédit agricole.

» Nous serons inattaquables, et comme tous les camarades sauront de quoi il s'agit.. Nous avons pesé tous les avantages et inconvénients. Nous avons estimé que je devais assumer la présidence de cette amicale. En débordant le cadre des adhérnts aux sections socialistes (là il faudrait être prudents), nous allons rassembler des camarades pour que, s'il y avait de grands débats au sein de la C.G.A., nous ayions une opinion commune sur les grands problèmes. Et nous saurons nous reconnaître.

» S'il y avait une dislocation au sein de la C.G.A., au lieu de se trouver devant un amoncellement de débris, il y aura quelque chose qui sera tout préparé et tout prêt à repartir.

» Il ne faut pas que cela apparaisse comme une organisation socialiste, mais comme une organisation d'études et de formation de cadres corporatifs et syndicalistes. Il s'agit de se grouper et de se reconnaître quand il y aura de grandes bagarres à livrer sur le plan professionnel.

» J'en arrive à mon rapport sur les problèmes économiques. La Chambre ou l'Assemblée Constituante, récemment élue, ne fera pas grande œuvre législative. Elle s'occupera de la Constitution et des affaires courantes, affaire des salaire et des prix.

» Le Parti devra faire très attention et éviter d'être amené à prendre des positions extrêmement périlleuses au cours des élections prochaines. Nous essaierons de faire voter quelques lois. Dès mardi, je saisis le Conseil des ministres, je reprends le projet de loi que Philip n'avait pas accepté, pour redonner au Conseil central de l'Office du Blé ses pouvoirs antérieurs, le sortir de l'étatisme.

» Il faut que, dès son prochain numéro, la « Moisson » se fasse l'écho de cette proposition et le « Populaire » aussi.

» Nous allons, également, présenter notre projet de statut de la Mutualité Agricole, et je vous donne un argument qui a porté au cours de ma campagne électorale.

» J'ai déclaré que le projet Croizat était une mesure de pure démagogie et c'est pour cela qu'on a mis une clause qui repousse sa mise en application à une date

ultérieure. Son système de financement écraserait, en même temps, l'économie générale du pays et l'économie familiale des petits cultivateurs et artisans : cotisation individuelle de 16 0/0 du salaire le plus élevé de la région.

» Je prends l'exemple d'un petit exploitant qui a une famille de cinq personnes à nourrir. Si vous leur demandez de verser à la Sécurité sociale cinq fois 16 0/0, cela fera 50.000 par an de cotisations. C'est de la folie. Il est impossible d'imposer cela à l'économie française, à nos petits exploitants agricoles et artisanaux. Le ministère de l'Agriculture fera une contre-propostion en reprenant le projet socialiste d'avant-guerre qui disait que la Sécurité sociale doit être financée, en partie seulement, par les cotisations des travailleurs, le reste étant financé par l'Etat. Mais l'Etat ne peut donner que ce qu'il reçoit, et un effort individuel doit être demandé à tout le monde. Le système de sécurité sociale doit donc, pour la deuxième partie, être financé par des cotisations progressives et calculées proportionnellement aux impôts directs.

» Dans le projet Croizat, le millionnaire et le patron, s'ils ne travaillent pas, ne paient rien, tandis qu'avec le projet socialiste, pour la deuxième partie du financement, l'impôt direct, aucun impôt n'est tout à fait équitable, mais l'impôt direct l'est plus et pèse moins sur l'économie générale du pays et les gens extrêmement riches paieront plus que les autres, même s'ils ne travaillent pas.

» Nous retrouvons là une source de recettes, il faudra l'exploiter à fond dans notre propagande.

» Au sujet de l'Office foncier (nos adversaires ont, en effet, lancé cette expression qui avait été employée dans l'une de nos brochures), il faut que nous disions que cet Office ne menace en rien la propriété. Nous pouvons, d'ailleurs, presque renoncer à l'Office foncier maintenant.

» Quand nous avons inscrit l'amendement Gérard Vée au Statut du Fermage et du Métayage, nous avons à peu près réalisé ce que nous entendions réaliser. Par le droit de préemption, nous respectons le droit de propriété.

» Nous n'obligeons personne à vendre sa ferme. Mais, si un propriétaire veut vendre, c'est qu'il veut se débarrasser de son droit de propriété. Eh bien ! Nous déclarons alors qu'au lieu que cette ferme soit achetée par un marchand de biens ou un collaborateur, c'est un exploitant qui l'aura et, en cas de désaccord sur les conditions de vente, c'est un tribunal paritaire qui statuera.

» Nous voudrions gérer les exploitations des grands propriétaires sous une autre forme que celle qui existe présentement, mais il n'est pas opportun d'en parler aux élections prochaines. Par conséquent, nous devons expliquer qu'avec le droit de préemption, le problème est résolu, puisque ce sont les exploitants qui achètent les propriétés en cas de vente.

» Et nous arrivons au problème économique.

» Une conférence économique doit avoir lieu, à laquelle participeront trois ministères socialistes : l'Agriculture, l'Intérieur et la France d'outre-mer.

» D'autres ministères économiques y seront également représentés, ainsi que la C.G.A., la C.G.T., les coopératives agricoles, les coopératives de consommation, les commerçants et les consommateurs.

» Cette conférence doit tenter de réaliser un accord général sur le problème des salaires et des prix. Le but de M. de Menthon est d'arriver à règler, d'un seul coup, l'ensemble de ces problèmes. Sur ce point, il a raison. Nous avons eu le tort, depuis la libération, de règler ces questions séparément, au jour le pour, mais on ne pouvait pas faire autrement pour deux ou trois raisons principales.

» Il y a eu des désordres inévitables pour lesquels il n'y a pas de coupables si ce n'est la guerre. Il y avait une seconde raison (et il n'y a pas de coupables là non plus), c'est la pénurie des denrées, laquelle faussait tous les rapports.

» Il y a une troisième cause, et là, il y a des responsables. Malgré les efforts des socialistes, on a choisi M. Pleven contre Mendès-France, et on a laissé peser sur 180 milliards de marchandises commercialisables un pouvoir d'achat de 600 milliards de francs.

» Un élève sortant de l'école primaire aurait fort bien pu résoudre le problème que les Communistes, les M.R.P. et les radicaux ont refusé de comprendre en laissant peser 600 milliards de billets sur un marché de 180 milliards.

» On m'a refusé la peine de mort contre les trafiquants qui eût été une mesure salutaire bien qu'insuffisante. Quand on laisse un pouvoir d'achat trois fois et demi supérieur aux marchandises qui sont sur le marché, on ne peut rien faire de solide.

» Mais tout de même, si nous avons bâti sur le sable mouvant, nous sommes maintenant sur des bases plus solides. C'est une des raisons qui ont fait pencher nos parlementaires vers le maintien d'un socialiste au Ministère de l'Agriculture. La récolte va être meilleure et il semble qu'on puisse aborder ce problème qui consiste à régler, d'un seul coup, l'ensemble de la question des prix et des salaires.

» Je pense que les socialistes ont le devoir de prendre là une position ferme et cohérente, et si nos camarades qui, malgré les défauts que nous avons connu sont des animateurs au stade de la C.G.A., si nous pouvons arriver à avoir une position identique à celle de la C.G.A. et du Ministère de l'Agriculture, nous pourrons lutter jusqu'au bout. Et si nous sommes battus, ce sera en beauté; nous en tirerons les conséquences, soyez-en certains ! Nous allons poser le problème sans suivre les démagogues de la liberté.

» Il y a déjà, actuellement, une inquiétude chez les producteurs, les cultivateurs qui, entraînés par la paresse intellectuelle et la facilité réclamaient la liberté, car la loi de l'offre et de la demande joue en ce moment à tous coups, en faveur des producteurs, et encore plus des intermédiaires.

» Mais déjà des cultivateurs, qui sont des socialistes clairvoyants, viennent me dire : « Mais c'est inquiétant la liberté pour les pommes de terre. Est-ce que nous n'allons pas aboutir à un effondrement des cours ? »

» En ce moment, cela joue contre nous pour la viande, et cela met en péril notre production laitière. C'est un danger national qui se pose pour l'hiver prochain. Nous-socialistes, nous n'avons pas à réclamer la liberté. L'économie dirigée socialiste n'a rien de commun avec l'organisation vichyste qui a reçu le pouvoir officiel de prélever une dîme.

» Notre organisation doit se faire à l'image de l'O.N.I.C. Nous devons reprendre nos projets pour le marché de la viande, de la pomme de terre et du lait. J'avais fait ce projet avant le départ de M. Longchambon. Les journaux adverses ont déclaré que nous voulions étatiser le marché, alors que c'était le contraire. Il faut donc, là-dessus, que notre contre-propagande soit forte, et il faut que nous vous donnions les arguments nécessaires pour qu'elle soit puissante et solidement étayée.

» Quelle va être notre attitude ?

» La conférence économique commence jeudi 4 juillet. Notre front de combat est le suivant : Nous déclarons qu'il faut revaloriser les produits agricoles, et d'abord mettre de l'ordre dans notre propre maison, car il n'y a pas seulement disproportion entre les prix agricoles entre eux. C'était difficile à éviter en période de disette et de pénurie; pour toutes les raisons d'instabilité en cette période, il était difficle de garder des rapports normaux. Il est certain que la pénurie et le désordre général ont tout de même augmenté le prix de revient du quintal de blé et le prix de revient du litre de lait.

» La pénurie et la sécheresse ont provoqué une telle raréfaction des aliments du bétail et une telle hausse de leur prix que les prix de revient ont augmenté dans des conditions extraordinaires, et c'est pour cela que le prix du blé, multiplié par 3 par rapport à 1939, semblait insuffisant. Mais le prix du lait, multiplié par 6, semblait encore plus insuffisant, à tel point que les producteurs

de lait ont été découragés dans les mois qu'ils viennent de passer.

» Le prix de la viande est trop élevé. Il faut avoir le courage de dire que tel produit est trop cher et le paysan se dit qu'il aura beaucoup moins de peine à laisser les terres en prairies naturelles ou artificielles et faire de l'élevage pour la viande que d'avoir du personnel pour traire ses vaches.

» Nous aurons une bonne récolte dans tous les domaines. En tous cas, il y a une certaine égalisation, et nous pouvons reprendre les rapports normaux. Il faut donc que nous fassions une gamme de prix agricoles avec majorations régionales. Avec un prix national minimum, quand le blé vaut 100 frs, nous dirons le prix du lait sera de tant..., le vin tant..., les pommes de terre tant..., et nous agirons comme s'il n'y avait aucun produit agricole au marché libre.

» Nous sommes obligés de faire cela en trois jours, et tous ceux d'entre vous qui ont des idées à nous donner, qu'ils les donnent. Nous les en remercierons.

Il s'agit des prix de vente à la ferme ou rendu aux organismes stockeurs, prix nets. Il faut défendre cette théorie qui consiste à rejeter les taxes de solidarité en dehors du prix, comme il est fait pour la taxe de transaction. Quand un cultivateur achète un tracteur, le vendeur ajoute la taxe après le prix. Nous devons, nous aussi, faire le même raisonnement. Notre prix s'entend par prix net, pour un poids déterminé, avec la qualité moyenne. Ayant fait cette gamme de prix, nous allons la justifier et nous dirons : le cultivateur est également consommateur. Quand il veut faire des réparations à ses bâtiments, ou acheter des pièces de rechange pour ses machines agricoles, les prix seront légaux. Dans certains cas, ils sont de 12 à 22 fois plus élevés qu'avant-guerre. Nous apporterons tous ces chiffres et nous justifierons une gamme de prix cohérente et réorganisée.

» Ayant ainsi argumenté, nous allons alors réglementer à l'échelon national. Il faut que nous soyons très clairs dans notre propagande.

» Le deuxième point de notre travail va être de démontrer que les produits agricoles vendus aux prix que nous venons de déterminer devraient arriver sur la table des consommateurs à des prix que nous allons également indiquer.

» Nous prendrons chaque produit, y compris la salade de Seine-et-Oise qui vaut un franc le kilo et que nous payons 15 francs à Paris. Nous allons démontrer que les prix que nous payons net à la ferme pourraient donner à la consommation des prix normaux ; et nous tiendrons compte des prix de transports, des marges de transformation, de la freinte (car il y a des pertes inévitables pour les produits agricoles et il ne faut pas faire de démagogie), il faut accorder une assez large freinte, car les coopératives auraient le cou tordu.

» Il faut que nous arrivions à affirmer que les produits agricoles devraient être donnés aux consommateurs à des prix que nous indiquerons également. Trois semaines de travail nous montreront que nous arriverons à limiter la hausse des prix à la consommation, malgré la hausse des prix à la production. C'est une question de règlementation. Nous chiffrerons, également, le coût du complément de denrées que les consommateurs sont obligés d'acheter actuellement au marché noir, et nous arriverons à démontrer que, malgré cette augmentation indispensable des prix agricoles, il y aura augmentation du pouvoir d'achat de tous.

» En définitive, si cette conférence aboutit (mais je ne crois pas qu'elle aboutira), c'est sur ces bases-là que Socialistes et C.G.A. nousnous défendrons et démontrerons qu'il n'y aurait pas hausse réelle pour le consommateur.

» Autre argument : Il est possible d'abaisser certains prix industriels. Nous prouverons qu'une moissonneuse-lieuse, par exemple, pouvait être achetée en 1914 à l'aide de tant de quintaux de blé (Jaurès disait que le même vêtement pure laine a toujours la même valeur puisqu'il continue à protéger le même homme) et nous dirons qu'un quintal de blé, quelles que soient les variations de la monnaie, cela fait toujours 75 kilos de farine et la même quantité de pain qui convient toujours au même nombre de personnes.

» C'est la même chose pour les stocks de laine, avec lesquels on fabrique toujours le même nombre de vêtements pour le même nombre de personnes. Nous dirons qu'il y a quelque chose de nouveau et que les paysans qui ne font pas de marché noir sont en perte de vitesse et dans une situation de trésorerie difficile. C'est ce que j'ai dit en vain devant les précédents gouvernements. Je leur ai dit : « Plus vous résistez à ce que la raison de-» mande, à ce que le bon sens demande, plus vous dé-» couragez ceux qui s'abstiennent à rester honnêtes. »

» En raison de ce que les prix industriels ont été majorés par des coefficients plus importants que les prix agricoles, il est évident que les paysans qui ne font pas de marché noir ne peuvent pas se réapprovisionner.

» Nous allons à cette bataille avec la décision de ne pas aller là pour prononcer des phrases savantes, mais avec des données saines, des chiffres, des arguments pour essayer de faire une démonstration constructive de l'économie nationale en indiquant qu'en définitive, si nous sommes suivis, la classe ouvrière et les ménagères qui commençaient à protester avec leurs comités, n'auraient pas à pâtir du rajustement des prix agricoles.

» J'en arrive à la formule d'organisation. Il faudra que nous criions très fort que nous sommes contre toutes réformes d'étatisme que nous laissons aux communistes.

» Quand on dit à l'ouvrier : « Ton patron ne sera » plus un patron, mais ce sera l'Etat », puisqu'il est toujours prolétaire, n'est pas associé à la gestion de l'entreprise ; ce n'est pas du socialisme mais du fascisme. Nous sommes à fond contre le retour à la liberté. Mais il n'y avait pas une bonne récolte, on nous écoutait fort peu, mais les producteurs vont peut-être changer d'avis.

» Je vois dans nos régions côtières des gens qui ont de l'argent louer une petite villa 80.000 francs pour l'été et qui vont chez nos paysans offrir des prix fabuleux pour des poulets, des œufs ou des veaux d'abattage clandestin.

» Je tiens à dire qu'on tape sur nos paysans, mais, qui pourrait agir autrement qu'eux dans de telles conditions ? Et, dans les autres professions, quand il y a des possibilités, on fait la même chose. Et puis, il y a les ouvriers ou les fonctionnaires qui font du marché noir, qui sont des commerçants non patentés.

» Maintenant qu'il y a un commencement d'équilibre plus attentive à notre propagande qui constitue à dire entre les ressources et les besoins, on prête une oreille que, avec la liberté de l'offre et de la demande, l'agriculture est écrasée net. Il faut donc revenir à la formule de l'organisation interprofessionnelle, à l'image de l'Office du Blé. Que nous voyions la récolte abondante ou non, déficitaire ou excédentaire, ou en palier, il faut que le paysan puisse vendre ses produit à un prix honnête, raisonnable, qui couvre ses prix de revient, qui lui permette, en plus, un prix social où s'ajoute au prix de revient le bénéfice qui lui permet non seulement de vivre plus facilement, mais de rééquiper sa ferme, de pouvoir y faire des réparations, ou acheter du matériel et participer à l'organisation de l'agriculture avec l'Institut National de la recherche agricole.

» Tout cela, au bout de quelques années, permettra de faire un effort de compression de ces prix de revient pour tenir le coup dans l'âpre concurrence mondiale dans laquelle nous allons nous engager.

» Voilà quelques précisions sur la position que nous devons défendre, qui est une position qui coïncide en même temps avec les intérêts de la classe ouvrière et de la classe paysanne et les besoins de notre propagande. Sur tout ce qui a été dit : organiser la propagande sur des bases meilleures, plus efficaces. Nous avons commis des fautes, et il faut que tous nous fassions un effort. Il faut que nos journaux aient des articles, pas de grands

articles d'éducation d'ailleurs (cela, nous le ferons après les élections. Le seul but doit être de gagner des voix dans l'intérêt du pays et du Socialisme. Après les élections, il faudra faire de l'éducation et former des cadres. Il faut que nous journaux soient plus combattifs. Il ne faut pas de ces grandes tartines que personne ne lit, surtout pendant les campagnes électorales. Il faut une petite rédaction qui retienne l'attention des lecteurs, qui soit combattive, non pas comme la « Moisson » et nos journaux fédéraux actuellement.

» Quand je vois que les camarades qui pourraient nous envoyer des articles comme çà et ne le font pas, je pense qu'ils ne font pas leur devoir. Il faut que nous fassions un très gros effort. Apprêtez-vous, avec une discrétion indispensable, à former nos amicales de la « République paysanne » pour sauver la C.G.A. Il faut que, si tout s'écroule, l'obélisque reste debout et ce seront nos amis qui reformeront l'édifice.

» Sur le plan économique, pour qu'il coïncide avec les besoins de la société moderne, je ne suis pas optimiste en raison de cette masse formidable de billets de banque. Il faudrait demander à Philip de nous faire un graphique avec courbe. On verrait que cette courbe, étale avec Félix Gouin, remonte presque à la verticale pendant la crise ministérielle. Il faudrait publier cela également pour démontrer aux paysans que, pendant le passage des socialistes au pouvoir, on nous a collé toutes les responsabilités. Ne nions plus que ce schéma de l'inflation est la meilleure arme qui démontre que l'inflation n'a pas augmenté pendant que Gouin et Philip étaient au pouvoir.

» Alors, camarades, au travail ! »

*
* *

Le discours de Tanguy-Prigent estlonguement acclamé et les positions qu'il a définies sont adoptées sans discussion.

Avant de lever la séance, le camarade Daniel Mayer indique, dans une belle improvisation, que le secrétariat général et le Comité directeur tiendront le plus grand compte, et selon les moyens dont ils disposent, des observations qu'il a recueillies au cours de cette journée.

Il termine en demandant aux camarades de ne pas ménager leurs critiques à l'intérieur du Parti et les invite même à s'inscrire, à cet effet, pour la tribune du prochain Congrès national, et exhorte les délégués à intensifier leurs efforts afin de développer notre propagande à travers le pays.

La séance est levée à 18 heures 30.

Le Secrétaire de la Commission Agricole :
André BONNE.

Conseil National du 24 Juillet

RECTIFICATIONS DE VOTES

Après la proclamation des différents scrutins dont nous donnons le détail ci-dessus, nous avons reçu les rectifications suivantes des fédérations de la Charente, de la Manche, de la Haute-Marne et du Puy-de-Dôme.

Fédération de la Charente. — Premier vote : 21 mandats pour ; deuxième vote : 21 mandat pour le scrutin de liste.

Fédération de la Manche. — Premier vote : 17 mandats pour.

Fédération de la Haute-Marne. — Premier vote : 8 mandats pour la représentation proportionnelle ; 3 contre ; deuxième vote : abstentions ; troisième vote ; abstentions; quatrième vote : 11 mandats contre le panachage ; cinquième vote : 8 mandats pour le votre préférentiel et 3 contre.

Fédération du Puy-de-Dôme. — Premier vote pour la représentation proportionnelle : 9 mandats ; contre la représentation proportionnelle : 78 ; deuxième vote, pour la représentation proportionnelle au scrutin de liste : 9 mandats ; pour la représentation proportionnelle au scrutin uninominal : 78.

IMPRIMERIE PARISIENNE DE L'AGENCE DE PRESSE DE LA LIBERTE
27, Rue de la Michodière, 27 — PARIS 2e

Le Gérant ; Daniel MAYER